3 JAN. 1980
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 30 juillet 1979, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les droits successoraux du conjoint survivant", et en ayant délibéré en ses séances des 15 octobre, 17 octobre, 22 octobre, 24 octobre, 29 octobre, 30 octobre et 31 octobre 1979, a donné le 31 octobre 1979 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juli 1979 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 15 oktober, 17 oktober, 22 oktober 24 oktober, 29 oktober, 30 oktober en 31 oktober 1979, en op 31 oktober 1979 het volgend advies gegeven :

7 JAN. 1980

OBSERVATION PREALABLE.

Le projet initial sur la même matière (Sénat, 1968-1969, doc. n° 200) a été examiné par le Conseil d'Etat qui a donné son avis le 20 novembre 1968 (L. 10.488/2).

Après l'adoption de ce projet par la Commission de la Justice du Sénat, le Président du Sénat a demandé au Conseil d'Etat un avis limité, pour examen du projet en rapport avec l'état du droit. Cet avis fut donné le 19 septembre 1973 (L. 11.886/2).

Par sa lettre du 27 juillet 1979, le Président du Sénat a demandé au Conseil d'Etat de lui donner avis sur le projet adopté par la Commission de la Justice du Sénat le 28 juin 1979, plus particulièrement en ce qui concerne d'éventuelles améliorations de textes d'un point de vue légistique, ainsi qu'au regard de la coordination avec la législation existante. Le 1er octobre 1979, il a transmis le projet de rapport de la Commission.

Les projets initiaux ayant été, sur plus d'un point, transformés de manière profonde par la Commission, le Conseil d'Etat n'a pu limiter son avis à des observations de pure forme. Il s'est trouvé contraint d'examiner le projet comme s'il s'agissait d'un texte entièrement nouveau et de consacrer à certains de ses aspects des développements importants.

+

+ +

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 2.

Le second alinéa de l'article 203 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Le conjoint survivant doit, dans les limites de ce qu'il a recueilli dans la succession du défunt et des avantages que celui-ci aurait consentis par contrat de mariage, donation ou testament, supporter les frais de nourriture, d'entretien et d'éducation des enfants qui auraient été retenus d'un précédent mariage par le prédécédé, des enfants naturels de celui-ci ainsi que de ceux qu'il avait adoptés, soit seul, soit avec un précédent conjoint".

Article 3.

1. Cette disposition ne figurait pas dans le projet déposé initialement par le Gouvernement (Sénat, 1968-1969, Doc. n° 200).

Elle apparaît dans l'article 2 que la Commission du Sénat propose dans son rapport déposé le 24 octobre 1973 (Sénat, 1973-1974, Doc. n° 30, p. 39) et qui a pour objet d'ajouter à l'article 205, § 1er, du Code civil, un alinéa rédigé de la manière suivante :

"En cas de prédécès des enfants ou descendants, leur succession doit des aliments aux ascendants qui sont dans le besoin lorsqu'ils sont privés de leur réserve au profit d'autres héritiers".

.../...

Ce rapport explique que la réserve instituée par l'article 1094, alinéa 1er, au profit des ascendants à l'égard de libéralités consenties par le défunt à son conjoint, est le plus souvent inutile puisqu'elle se limite à une nue-propriété et qu'elle est au reste supprimée par l'article 23 du texte que la Commission propose. Il poursuit (p. 12) :

"La réserve des ascendants est-elle également supprimée lorsqu'il n'y a pas d'époux survivant ? La majorité des commissaires estime que la réserve des ascendants doit être maintenue à l'égard des autres héritiers.

Les ascendants n'ont-ils donc plus aucun droit par suite de l'ouverture de la succession et lorsqu'il y a un époux survivant ? Il paraît raisonnable que, dans ces cas, les ascendants puissent réclamer à charge de la succession, un secours alimentaire dont le montant sera fixé par le juge. Il y a lieu de tenir compte de leur degré de besoin, d'une part, et de l'importance de la succession, d'autre part. L'article 205 du Code civil qui définit les obligations du mariage en la matière reste d'application et peut être adapté".

Et, après avoir résumé la décision de la commission selon laquelle "6° les ascendants conservent une créance alimentaire contre la succession", alors que "2° la réserve des ascendants à l'égard de l'époux survivant est supprimée" (p. 13), le rapport ajoute à propos du "commentaire des textes corrigés",

.../...

"4. Obligation alimentaire en faveur des ascendants (art. 205).

La succession du conjoint prémourant leur doit des aliments.

Texte : "Ajouter un alinéa entre les §§ 1er et 2 :

"En cas de prédécès des enfants ou descendants, leur succession doit des aliments aux ascendants qui sont dans le besoin lorsqu'ils sont privés de leur réserve au profit d'autres héritiers" (p. 31).

2. Il paraît bien résulter de cet exposé que la Commission du Sénat n'envisageait, en réalité, la création de cette obligation alimentaire envers l'ascendant qu'à charge de la succession du conjoint prémourant en s'inspirant de l'article 205 : c'est, en effet, l'ascendant du conjoint prédécédé qui risquait d'être privé, dans cette succession, de sa réserve au profit, non pas d'un autre héritier quelconque, mais au profit du conjoint survivant à qui le défunt pourrait désormais consentir des libéralités absorbant la totalité des biens en pleine propriété.

Cependant, à la lettre, tant dans la rédaction française que dans la rédaction en néerlandais, le texte proposé créait cette obligation à charge des seules successions des enfants ou descendants du défunt, décédés avant lui, même longtemps avant lui, à supposer que le défunt ait eu des enfants ou descendants .

.../...

Ce texte fut voté par le Sénat le 21 novembre 1973 (Ch. Représ. 1973-1974, Doc. 716/1, art. 2 et art. 23) et fut repris par la Commission de la Chambre (Ch. Représ. 1974-1975, Doc. 298/n° 6), qui le commente comme suit dans son rapport (p. 9) :

"Les dispositions prévues à cet article sont la conséquence du fait que, dans le nouveau régime, les ascendants sont privés de leur réserve notamment au profit du conjoint survivant. Il est raisonnable de leur attribuer, s'ils sont dans le besoin, un droit aux aliments sur les biens de la succession".

Les articles 2 et 25 (modifiant l'article 1094 du Code civil) ainsi proposés furent à leur tour votés par la Chambre des Représentants les 10 et 12 février 1976 (Sénat 1975-1976, Doc. 789/1).

3. La Commission du Sénat, actuellement saisie d'un texte qui fut ainsi proposé par elle et voté successivement par le Sénat, puis par la Chambre, propose, à l'examen des articles (pp. A 1 et A 2), de rédiger l'article 2 ancien (devenant l'article 3 du projet) comme il suit, en supprimant la phrase finale de l'ancien texte :

"En cas de prédécès des enfants ou des descendants, leur succession doit des aliments aux ascendants qui sont dans le besoin".

.../...

Selon le projet de rapport, la Commission du Sénat est d'avis que la phrase "lorsqu'ils sont privés de leur réserve au profit d'autres héritiers" est dépourvue de signification : les ascendants perdront cette réserve au profit du conjoint survivant par le fait de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle. En vertu de la mise en application de la loi, les ascendants perdent donc leur réserve . Voir aussi les déclarations du Ministre de la Justice DE CROO à la séance de la Chambre du 10 février 1976 (Ann. parl., p. 2045, al. 2).

Outre que cette explication oriente à nouveau l'obligation d'aliments vers la succession du conjoint prédécédé, à laquelle le conjoint survivant est appelé, l'observation n'empêche pas que l'ascendant ne sera effectivement privé de ce qu'il avait comme réserve que si le défunt fait au conjoint survivant des libéralités qui peuvent dans le projet, atteindre la propriété de tous les biens. On comprend ainsi que pour "compenser" cette privation réelle par des libéralités effectivement consenties au conjoint survivant du défunt, les textes antérieurs aient parlé d'ascendants "qui sont dans le besoin lorsqu'ils sont privés de leur réserve au profit d'autres héritiers".

Dans la généralité absolue qu'il comporterait si l'on suivait la suggestion du projet, le texte donnerait à l'ascendant droit à des aliments, même si le défunt n'avait consenti aucune libéralité à son conjoint survivant, et même si le défunt ne laissait aucun conjoint survivant .

.../...

On peut, d'autre part, se demander si une erreur n'a pas été commise, dans l'expression de la volonté de la Commission, en faisant peser l'obligation d'aliments à charge des successions des enfants ou descendants du défunt qui sont décédés avant lui, alors que les droits conférés au conjoint du défunt par le projet n'ont pas porté sur ces successions. La succession, sans doute déjà complètement liquidée, d'un fils du défunt décédé dix ans avant lui, devra-t-elle, dix ans après son ouverture, des aliments au père du défunt (alors que, par hypothèse, cet ascendant n'aurait pas eu pareil droit à des aliments contre cette succession s'il avait été dans le besoin dans l'intervalle) ?

Enfin, tandis que la Commission du Sénat, dans son premier rapport (1973-1974, n° 30, p. 12), songeait à une application "adaptée" de l'article 205 (auquel l'article 364, al. 2, Code civ. se réfère), le texte ne comporte pas de renvoi, même implicite, aux paragraphes 3 à 5 de cet article auxquels l'article 364 précité renvoie, lui, explicitement et qui prévoient comment la charge des aliments sera supportée, comment il sera procédé à l'octroi de sûretés à défaut de versement en capital, et dans quel délai l'action devra être formée.

L'intention de la Commission, telle qu'elle ressort des éléments qui viennent d'être cités ne paraissant guère douteuse, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour le traduire de façon plus précise :

"Article 3.-

A l'article 205 du même Code, il est inséré un paragraphe 2bis, rédigé comme suit :

.../...

"§ 2bis. La succession de l'époux prémourant doit des aliments aux ascendants de celui-ci qui sont dans le besoin".

Article 7.

Intitulé de la section IV.

L'intitulé proposé par la Commission du Sénat pour la section IV, est :

"Des successions déférées au conjoint survivant non divorcé ni séparé de corps".

Il entre manifestement dans les intentions de la Commission d'exclure de tout droit successoral et de certains avantages conférés au conjoint par le projet, l'ancien conjoint survivant divorcé ou le conjoint survivant séparé de corps.

Le but ainsi poursuivi serait mieux réalisé si la règle résultait d'une disposition expressément normative plutôt que d'un simple intitulé de section.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'avait proposé dans son avis L. 10.488/2, l'article 745bis en projet pourrait comprendre un paragraphe 1er, rédigé comme suit :

.../...

"§ ler. La loi n'accorde de droits successoraux qu'au conjoint non divorcé ni séparé de corps".

Moyennant cet ajout, l'intitulé de la section pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Section IV. Des droits du conjoint survivant".

+

Article 745bis en projet.

1. Au paragraphe ler (devenant 2), il y a discordance entre le texte néerlandais (van de gehele nalatenschap) et le texte français (de tous les biens du défunt).

Le texte néerlandais est plus exact et il y a lieu d'écrire, dans le texte français, "de toute la succession".

2. Les paragraphes 2 et 3 du projet pourraient venir à la suite du paragraphe ler (devenant le paragraphe 2), en un seul paragraphe 2, sous forme d'alinéas.

Au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), il appartiendra à la Commission d'apprécier si les mots "légal ou conventionnel qui a existé entre les époux" doivent être maintenus. La notion de patrimoine commun définie aux articles 1398 et 1451 du Code civil implique,

.../...

en effet, que la communauté procède d'un régime matrimonial légal ou conventionnel.

3. Au paragraphe 4 (devenant 3), il y a discordance entre le texte néerlandais et le texte français en ce qui concerne la référence à l'article 366. Le texte néerlandais indique : "§§ 1 en 2", tandis que le texte français mentionne : "§ ler, 2".Seule cette dernière référence est exacte.

4. Selon l'alinéa 2 du paragraphe 4, l'article 745ter, §§ ler et 2, ne peut pas être appliqué dans le cas prévu à l'alinéa ler, c'est-à-dire lorsque le conjoint survivant a l'usufruit des biens soumis au droit de retour légal prévu à l'article 366, § ler, 2, à l'article 747 et à l'article 766.

On peut se demander si cette règle, qui vise manifestement à protéger le bénéficiaire du droit de retour légal, n'est pas exprimée en termes trop absolus et s'il ne serait pas équitable de permettre la conversion lorsqu'elle est demandée par ce bénéficiaire.

Si la Commission souhaitait cet assouplissement, l'alinéa 2 pourrait être rédigé comme il sera proposé ci-après.

On notera que, dans la rédaction qui sera proposée ci-après, l'article 745ter ne comprendra plus que les deux paragraphes que le projet vise à l'article 745bis, § 3, alinéa 2.

.../...

Article 745ter en projet.

1. Suivant le paragraphe ler de cet article, "Lorsque le conjoint survivant est en concours avec des descendants légitimes, des enfants naturels ou adoptifs ou des descendants légitimes de ceux-ci, la conversion de l'usufruit d'un ou de plusieurs biens en un droit en pleine propriété, en nature, en contre-valeur ou en une rente viagère garantie et indexée, peut être demandée, soit par le conjoint survivant, soit par un ou plusieurs descendants".

Cette disposition laisse entière la liberté des parties de faire porter la conversion, non seulement sur des biens dépendant de la succession, mais sur des biens qui n'en dépendent pas.

On peut imaginer, par exemple, qu'un descendant légitime offre au conjoint survivant un droit en pleine propriété sur l'un de ses biens personnels. La question qui se pose alors est de savoir si une telle proposition pourrait être déclarée satisfactoire par le juge à défaut d'accord du conjoint survivant.

Il appartiendra aux Chambres législatives de préciser à cet égard la portée du paragraphe ler de l'article 745ter. L'alinéa ler serait, en toute hypothèse, mieux rédigé comme il sera proposé ci-après.

.../...

2. Suivant l'alinéa ler du paragraphe 2, "Lorsque le conjoint survivant est en concours avec des successibles autres que ceux visés au premier paragraphe, ou avec des tiers, le tribunal accordera la conversion des droits en usufruit du conjoint sur un ou plusieurs biens si celui-ci la demande dans un délai de cinq ans; passé ce délai, le tribunal appréciera".

L'expression "ou avec des tiers" manque de précision. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quels pourraient être ces tiers, sinon des légataires, dès lors que le conjoint survivant est en concours avec eux.

Dans le texte proposé, le Conseil d'Etat a préféré opposer les deux cas en introduisant le deuxième par la négation du premier : "Lorsque le conjoint survivant n'est pas en concours ...".

3. Dans le cas des biens visés à l'article 915bis, § ler, en projet, l'objet du droit successoral et celui de la réserve coïncident. Il n'est cependant pas de bonne méthode légistique de définir le droit successoral par référence à la disposition ultérieure qui définit la réserve. Aussi sera-t-il proposé de réunir dans un article 745quater toutes les dispositions du projet qui définissent le droit successoral du conjoint survivant sur les biens que le projet vise sous l'article 915bis, § ler, précité, l'objet de ce dernier article étant alors limité à la détermination de la réserve du conjoint survivant.

.../...

4. Le projet qualifie du même terme de "conversion" deux actes juridiques pourtant différents. Lorsqu'un droit en pleine propriété ou une rente viagère correspondant à la valeur estimée de l'usufruit, sont substitués à celui-ci, il s'agit d'une conversion véritable. Tel n'est, au contraire, pas le cas lorsque le conjoint survivant est en droit de se faire attribuer la pleine propriété des biens visés à l'article 915bis, § ler, en projet, moyennant soulte, s'il y a lieu. Cette faculté, qui est à rapprocher du cas prévu par l'article 4 de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages, serait plus exactement qualifiée, comme dans le texte proposé, de droit d'attribution.

La confusion terminologique entre les deux actes ne permet pas de déterminer si, dans l'intention de la Commission, la règle portée par l'article 745ter, § 2, alinéa 4, en projet, s'applique uniquement au deuxième, comme son emplacement, la conjonction "cependant" et le projet de rapport pourraient le donner à penser, ou si elle vaut aussi en cas de conversion proprement dite. Dans le doute, le Conseil d'Etat a opté pour la deuxième hypothèse, car il lui a paru évident que la conversion du droit d'usufruit pouvait, tout autant que l'attribution des biens visés à l'article 915bis, § ler, en projet -et même plus fréquemment dans la pratique- nuire gravement aux intérêts d'une entreprise ou d'une activité professionnelle. Dans le texte proposé, la règle a donc été prévue pour les deux cas.

.../...

5. Dans le texte français du paragraphe 4, il faut lire : "des descendants" et non "des ascendants".

Les mots "et sauf accord des parties" sont superflus et doivent être omis, la disposition ayant manifestement un caractère supplétif de la volonté des particuliers, du moins en tant qu'elle permet aux parties d'attribuer au conjoint survivant plus d'un tiers en pleine propriété des biens soumis à la conversion.

Le mot "numéraire" doit être substitué à "contre-valeur", comme au paragraphe ler.

6. Le paragraphe 6 ne vise pas, selon le rapport, à établir des règles uniformes et strictes.

La rédaction qui sera proposée ci-après correspondrait mieux à cette intention.

7. On n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'application de la règle prévue au paragraphe 7, alinéa ler, est subordonnée à la condition que la dette soit productive d'intérêts.

.../...

L'article 612 du Code civil, auquel l'alinéa 1er se réfère d'ailleurs, n'exige pas cette condition d'application. Lorsque l'usufruit est converti en une rente viagère, les intérêts dûs par l'usufruitier sont déduits de celle-ci, pour déterminer le montant de la rente.

8. Selon le paragraphe 8, seul l'héritier qui recueille la nue-propriété peut exiger l'application des articles 600 à 603 et, à défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, exiger la conversion ou le dépôt des titres au porteur.

Selon le rapport, il s'agirait d'une protection des nus-propriétaires en général.

Si telle est bien l'intention de la Commission ne conviendrait-il pas de remplacer le terme "l'héritier" par "celui".

9. Tel qu'il se présente dans le projet, l'article 745ter a le double inconvénient d'être long et de rassembler des règles très diverses. Le texte proposé par le Conseil d'Etat répartit ces règles en plusieurs articles, eux-mêmes divisés en paragraphes.

.../...

Article 745 quater en projet.

1. Le paragraphe 1er fait double emploi avec l'article 25bis du projet qui insère une disposition nouvelle dans l'article 1287 du Code judiciaire.

C'est bien dans le Code judiciaire que cette disposition doit trouver sa place et elle doit être omise dans l'article 745 quater.

La rédaction de la disposition sera examinée sous l'article 25 bis.

2. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 2 laisse un doute sur le point de savoir si le testament qui prive le conjoint survivant du droit prévu à l' article 915bis, § 1er, en projet, peut être antérieur à la séparation des époux.

Pour lever ce doute, il serait préférable de rédiger la disposition ainsi qu'il sera proposé ci-après.

3. Le paragraphe 3, alinéa 2, en projet laisse incertaine la question de la représentation du descendant mineur à l'action en déchéance ou en exclusion, alors qu'il prévoit un délai relativement bref pour l'intentement de cette action. Il a paru souhaitable, dans le texte proposé, de faire expressément référence à la loi sur la protection de la jeunesse pour le cas de déchéance de l'autorité parentale.

4. Suivant le paragraphe 3, alinéa 4,

"Si la conversion a eu lieu en rente viagère, le conjoint survivant n'a plus droit aux termes à échoir dès l'introduction de la demande".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition semble signifier que le débirentier aurait la faculté de suspendre le paiement des arrérages dès l'introduction de la demande en déchéance.

A défaut de tout commentaire dans le rapport, il semble difficile de présumer que la Commission aurait eu l'intention de donner à l'introduction de la demande en déchéance un effet provisionnel aussi exceptionnel. On peut supposer qu'elle a simplement voulu confirmer l'effet de droit commun du jugement prononçant la déchéance.

Par ailleurs, l'intention de la Commission paraissant être de choisir la date de l'introduction de la demande comme point de départ des effets de l'extinction du droit du conjoint survivant, il semble souhaitable que le texte précise qu'il en va de même lorsque l'usufruit n'a pas été converti en rente viagère. Le texte proposé tiendra compte de cette observation.

Sur base de ces observations, et moyennant quelques aménagements de forme qui n'appellent pas de commentaire, le texte suivant est proposé pour l'article 7 :

"Article 7.-

Une section IV, comprenant les articles 745bis à 745septies, est insérée dans le Livre III, titre premier, chapitre III, du même code :

"Section IV. Des droits du conjoint survivant.

Article 745bis. § 1er. La loi n'accorde de droits successoraux qu'au conjoint non divorcé ni séparé de corps.

§ 2. Lorsque le défunt laisse des descendants légitimes, des enfants naturels ou adoptifs, ou des descendants légitimes de ceux-ci, l'usufruit de toute la succession est attribué au conjoint survivant.

Lorsque le défunt laisse d'autres successibles, le conjoint survivant recueille, en pleine propriété, la part du prémourant dans le patrimoine commun et l'usufruit du patrimoine propre du défunt.

Lorsque le défunt ne laisse aucun successible, le conjoint survivant recueille toute la succession en pleine propriété.

§ 3. Le conjoint survivant a, en outre, l'usufruit des biens soumis au droit de retour légal,

.../...

prévu à l'article 366, § 1er, 2, à l'article 747 et à l'article 766, sauf disposition contraire du donateur ou du testateur.

Dans ce cas, l'article 745ter (1), ne peut être appliqué, sauf à la demande du titulaire du droit de retour légal.

Article 745ter. § 1er. - Lorsque le conjoint survivant est en concours avec des descendants légitimes, des enfants naturels ou adoptifs, ou des descendants légitimes de ceux-ci, la conversion de l'usufruit d'un ou de plusieurs biens, soit en un droit en pleine propriété, en nature ou en numéraire, soit en une rente viagère garantie et indexée, peut être demandée par le conjoint survivant ou par un descendant.

A défaut d'accord, le tribunal est saisi sur requête d'une des parties; les autres sont appelées à la cause par pli judiciaire.

S'il fait droit à la demande en tout ou en partie, le tribunal fixe les modalités de la conversion, en ordonnant, s'il échet, le partage ou la vente de la pleine propriété de tout ou partie des biens grevés d'usufruit, même s'il n'y a pas indivision quant à ce droit, si mieux il n'aime renvoyer les parties devant un notaire pour procéder aux opérations de conversion suivant la procédure prévue par les articles 1207 à 1225 du Code judiciaire.

§ 2. - Lorsque le conjoint survivant n'est pas en concours avec des descendants légitimes, des enfants naturels ou adoptifs, ou des descendants légitimes de

.../...

ceux-ci, le tribunal accorde la conversion des droits en usufruit du conjoint sur un ou plusieurs biens si celui-ci la demande dans un délai de cinq ans; passé ce délai, le tribunal appréciera.

Le tribunal fixe les modalités de la conversion conformément au paragraphe premier.

Il peut la refuser lorsqu'elle est de nature à nuire gravement aux intérêts d'une entreprise ou d'une activité professionnelle.

Hors le cas prévu à l'article 745quater, il peut agréer une demande de conversion présentée par les héritiers visés au présent paragraphe, s'il l'estime équitable en raison de circonstances exceptionnelles propres à la cause.

Article 745quater. § 1er. - Le conjoint survivant a en tous cas un droit d'usufruit sur l'immeuble qui était affecté, au jour de l'ouverture de la succession, au logement principal de la famille, et sur les meubles meublants qui le garnissent.

En cas de séparation de fait, cet usufruit est reporté sur l'immeuble où les époux avaient établi leur dernière résidence conjugale et sur les meubles meublants qui s'y trouvent, pour autant que le conjoint y ait maintenu sa résidence ou que ce soit contre sa volonté qu'il n'ait pu l'y maintenir et que le report de l'usufruit soit conforme à l'équité.

§ 2. Hors le cas visé à l'article 745septies, § 1er, le conjoint survivant ne peut être privé par le

.../...

défunt du droit de demander la conversion de l'usufruit prévu au paragraphe premier. Cette conversion ne peut être décidée sans l'accord du conjoint survivant.

§ 3. Lorsqu'il n'est pas en concours avec des descendants légitimes, des enfants naturels ou adoptifs, ou des descendants légitimes de ceux-ci, le conjoint survivant a, nonobstant toute disposition contraire du défunt, la faculté de se faire attribuer, en pleine propriété, la totalité des biens visés au paragraphe premier, moyennant soulte, s'il y a lieu.

Le tribunal peut (cependant) refuser cette attribution lorsqu'elle est de nature à nuire gravement aux intérêts d'une entreprise ou d'une activité professionnelle.

Article 745quinquies. § 1er. - Le droit de demander la conversion de l'usufruit du conjoint survivant ou l'attribution à celui-ci des biens visés à l'article 745quater s'applique à tout usufruit successoral du conjoint survivant, qu'il s'agisse d'un usufruit légal, testamentaire ou résultant d'une institution contractuelle.

Ce droit est personnel et incessible. Il ne peut être exercé par les créanciers du titulaire.

Les descendants issus d'un mariage précédent du prémourant ne peuvent être privés par celui-ci du droit de demander la conversion de l'usufruit du conjoint survivant.

.../...

§2. - En cas de concours avec des descendants issus d'un précédent mariage, la conversion de l'usufruit du conjoint survivant ne peut avoir pour effet d'attribuer à celui-ci plus d'un tiers en pleine propriété des biens soumis à la conversion.

Article 745sexies. § 1er. - L'usufruit successoral est estimé au jour de la conversion. L'estimation tient compte, notamment, suivant les circonstances, de la valeur du bien, de ses revenus, de ses charges et de la durée de vie probable de l'usufruitier.

§ 2. - Ni la conversion de l'usufruit, ni l'attribution des biens visés à l'article 745quater n'ont d'effet rétroactif.

§ 3. - Lorsqu'il existe une dette et que l'usufruit est converti en un droit en pleine propriété, ou que les biens qui en font l'objet sont attribués au conjoint survivant, celui-ci doit aux nus-propriétaires une somme équivalant au montant des intérêts qu'il aurait dû verser après la date de la conversion ou de l'attribution, selon les règles de l'article 612 et compte tenu de la durée de vie probable de l'usufruitier.

Lorsque l'usufruit est converti en une rente viagère, les intérêts dûs par l'usufruitier sont déduits des arrérages de la rente.

§ 4. - Nonobstant toute disposition contraire du défunt, l'héritier (ou "celui") qui recueille la nue-propriété, peut exiger l'application

.../...

des articles 600 à 603; à défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, il peut exiger que les titres au porteur soient, au choix du conjoint survivant, convertis en titres nominatifs ou déposés en banque en compte commun.

Article 745septies.

Le conjoint survivant peut être exclu ou déchu, en tout ou en partie, de ses droits successoraux :

1. s'il est déchu, en tout ou en partie, de l'autorité parentale;

2. s'il est exclu ou destitué pour inconduite notoire de la tutelle des enfants issus de son mariage avec le défunt.

L'action est exercée par les descendants. S'ils sont mineurs, elle l'est par leur représentant légal ou par la personne désignée par le tribunal de la jeunesse, en application de l'article 34 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Elle doit l'être dans l'année qui suit soit l'ouverture de la succession, soit la déchéance, l'exclusion ou la destitution.

Le jugement produit ses effets à la date de l'introduction de la demande.

Lorsqu'il y a eu conversion en un droit en pleine propriété de l'usufruit du conjoint survivant ou attribution à celui-ci des biens visés à l'article 745quater, la déchéance, l'exclusion ou la destitution donne lieu à indemnité. Celle-ci est fixée par le tribunal et correspond à la valeur de l'usufruit, compte tenu de la durée

.../...

de vie probable de l'usufruitier au moment de l'introduction de la demande.

Si la conversion a eu lieu en rente viagère, le jugement produit ses effets à la date de l'introduction de la demande".

Article 11.

Si la proposition qui sera faite plus loin en ce qui concerne la numérotation des articles contenus dans la section II est suivie, il y aura lieu d'y adapter les références de l'article 758, alinéa 2, en projet et de lire par conséquent : "Les articles 770, 771, 772 et 773 sont applicables ...".

Articles 12 à 19.

Ces dispositions soulèvent quelques difficultés juridiques et légistiques étroitement liées entre elles et qu'il convient d'examiner simultanément :

1. L'article 18 du projet voté par la Chambre des Représentants abrogeait l'article 771 du Code civil. Le projet adopté par la Commission du Sénat ne reprend pas cette abrogation. Sous l'article 17 qui correspond à l'article 18 précité, on lit en effet : "Est supprimé". Dans la pensée de la Commission, l'article 771 devrait donc être maintenu (voir le projet de rapport, p. A. 14).

Ce point de vue ne semble pas conciliable avec l'économie du projet. Les droits du conjoint

.../...

survivant sont appelés, en effet, à être énoncés en une section IV du chapitre III (article 7 du projet) et non plus sous le chapitre IV : "Des successions irrégulières". Pourquoi, dès lors, le conjoint survivant serait-il soumis à des obligations qui n'incombent pas aux autres successibles visés au chapitre III ?

Il est vrai que, par le jeu de l'article 758 en projet, la règle de l'article 771 va continuer à s'imposer à l'enfant naturel appelé à défaut de parents, comme elle le fait actuellement en vertu de l'article 773. Mais si c'était là la seule justification du maintien de l'article 771, qui ne serait d'ailleurs plus à sa place dans la section II consacrée aux droits de l'Etat, il conviendrait d'en faire un article spécifique, qui pourrait porter le numéro 767, et qui viendrait à la fin de la section I, immédiatement avant la section II; il y aurait lieu d'adapter en conséquence les références de l'article 758. Un texte en ce sens sera proposé ci-après.

2. Si le projet de loi sur la filiation et le présent projet sont adoptés, il sera probablement nécessaire de procéder à une nouvelle numérotation des articles au sein du Titre premier du livre III du Code civil. Dans cette perspective, il se recommanderait de laisser libres le plus grand nombre possible de numéros d'articles avant la section II consacrée aux droits de l'Etat.

Les textes suivants sont dès lors proposés :

.../...

"Article 12.-

L'article 767 du même Code, modifié par la loi du 20 novembre 1896, est remplacé par la disposition suivante :

"L'enfant naturel appelé à défaut de parents est tenu de faire emploi du mobilier, ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution au cas où il se présenterait des héritiers du défunt dans l'intervalle de trois ans : après ce délai, la caution est déchargée".

Article 13.-

Les articles 768 et 769 du même Code sont abrogés .

Article 14.-

Une section II, comprenant les articles 770, 771, 772 et 773, modifiés comme suit, est insérée dans le livre III, Titre premier, chapitre III, du même Code :

"Section II. Des droits de l'Etat.

Article 770. (article 14 du projet). A défaut de tout successible, la succession est acquise à l'Etat, sans préjudice de l'article 104 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale.

Article 771. (article 15 du projet). Lorsque l'Etat prétend avoir droit à la succession, il est tenu de faire apposer les scellés, et de faire dresser inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

.../...

Article 772. (article 16 du projet). L'Etat doit demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal statue après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur du Roi.

Article 773. (articles 18 et 19 du projet). Si l'Etat n'a pas rempli les formalités prescrites, il pourra être condamné aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en présente".

Article 20. (devenant 15)

A cet article, la référence à l'article 915bis devra être remplacée par une référence à l'article 745 quater, si la Commission suit la proposition faite par le Conseil d'Etat sous l'article 7.

Article 21. (devenant 16)

Suivant l'alinéa 1er de l'article 858 en projet, "Tout successible ayant reçu une libéralité rapportable en moins prenant, s'acquitte envers le conjoint survivant, qui a sur les biens donnés ou légués un droit en usufruit, en lui payant une rente indexée et révisable, calculée sur la valeur des biens rapportables au taux fixé, le cas échéant, par le juge de paix saisi sur requête ou par le tribunal devant lequel la cause est pendante."

Ce texte prévoit que la rente par laquelle le successible peut s'acquitter envers le conjoint survivant est "indexée et révisable".

.../...

D'après le rapport, il semble que ce soit le taux d'intérêt sur base duquel la rente a été calculée qui soit sujet à révision. Il s'agirait alors d'un critère de nature différente de l'indexation et difficilement conciliable avec celle-ci. Il serait souhaitable que les intentions de la Commission soient exprimées clairement.

Par ailleurs, les termes "calculée sur la valeur des biens rapportables" sont équivoques. Compte tenu de l'intention présumée de la Commission, il serait préférable d'écrire : "calculée sur la valeur à rapporter de ces biens".

Suivant l'alinéa 2, "le conjoint survivant, qui a reçu une libéralité rapportable en moins prenant et qui a droit à l'usufruit des biens donnés ou légués, conserve l'usufruit sur les biens rapportables sans être tenu de fournir caution et rapporte en nature la nue-propriété de ces biens".

L'intention de la Commission n'apparaît pas clairement dans le texte de cette disposition. Faut-il considérer qu'en exigeant un rapport en nature de la nue-propriété des biens, elle a entendu modifier implicitement, et pour le cas d'espèce, les règles normales du rapport ?

Dans l'hypothèse inverse, l'exigence du rapport en nature de la nue-propriété ne se concilie pas avec cette règle. Le projet de rapport de la Commission ne permet pas de résoudre cette difficulté.

.../...

Article 22. (devenant 17)

A. Observations sur le paragraphe 1er de l'article 915bis en projet :

1. Conditions requises du conjoint pour bénéficier de la réserve.

a) Bien que le texte du projet accorde cette réserve au conjoint sans restriction, il est certain que la réserve n'existerait pas pour un conjoint divorcé ou séparé de corps, puisqu'il n'est pas héritier (article 7 du projet et disposition plus explicite proposée par le Conseil d'Etat).

b) Le projet dispose encore, mais à l'article 745quater, que le conjoint peut être privé des droits prévus par l'article 915bis dans une convention préalable à divorce ou à séparation de corps par consentement mutuel et qu'il peut être privé, par testament, des droits prévus à l'article 915bis, § 1er, mais seulement en cas de séparation de plus de six mois et de demande judiciaire d'une résidence séparée (article 745quater, § 2, du projet - article 745septies du texte proposé par le Conseil d'Etat).

c) Enfin, l'article 745quater du projet de la Commission du Sénat prévoit aussi l'exclusion ou la déchéance des droits conférés par les diverses dispositions de l'article 915bis en cas de déchéance de l'autorité parentale ou de la tutelle (disposition reprise dans le texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 745 septies, § 2, qui vise "les droits successoraux). Mais, il n'ouvre l'action en déchéance ou en exclusion qu'aux

.../...

seuls descendants. Or, en cas de réduction en vertu de l'article 915bis, ceux qui auront, en tout ou en partie, bénéficié de la quotité disponible, pourront avoir supporté une part proportionnelle de la réserve en usufruit du conjoint (article 915bis, § 3); ne faudrait-il pas, dès lors, pour autant qu'il existe des descendants (condition de fond de la déchéance ou de l'exclusion), permettre aux tiers bénéficiaires de la quotité disponible d'agir aussi puisqu'ils profiteront pour leur part de cette déchéance ou exclusion; dans l'affirmative, le texte de l'article 745 septies proposé devrait être complété.

2. Quotité de la réserve du conjoint.

La réserve instituée par le paragraphe 1er consiste dans l'usufruit de la moitié des biens de la succession si le conjoint vient en concours avec un enfant (ou avec des héritiers "autres que des descendants"), d'un tiers s'il vient en concours avec deux enfants et d'un quart s'il y a plus de deux enfants.

Mais, à la différence de l'article 745bis, § 1er, pour les droits ordinaires du conjoint, l'article 915bis ne règle pas le cas du concours du conjoint avec un enfant adoptif ou naturel ou des descendants légitimes de ces enfants. Le texte qui sera proposé s'inspire à cet égard dudit article 745bis, § 1er, et, pour les descendants, renvoie à l'article 914.

Par ailleurs, les articles 913, 915 et 916 déterminent la réserve en fixant la quotité disponible. On pourrait sans doute, comme le signale le

.../...

rapport de la commission de la Chambre des Représentants, la définir de manière positive, ce qu'elle a proposé en une formule adoptée par la Chambre, puis par la commission du Sénat (1974-1975, Doc. 298, n° 6, p. 24), mais il est indiqué de donner une rédaction uniforme à des textes qui doivent exprimer une même règle de base, à savoir la rédaction utilisée par les articles 913, 915 et 916 du Code civil et que les deux commissions ont d'ailleurs suivie dans leur rédaction de l'article 916 modifié (article 23 du projet, et 24 du texte de la Chambre).

3. Base de calcul de la réserve du conjoint.

Bien que la rédaction du projet ne précise pas cette base, il semble qu'elle serait la même que pour les autres réserves, notamment celles des descendants (sur lesquelles a porté l'usufruit réservé dans le projet de la Chambre). Parmi les articles 920 et suivants concernant la réduction des libéralités, ce serait donc l'article 922 qui serait applicable et qui fixerait la masse de calcul de la quotité disponible en ajoutant aux biens existants au décès tous les biens donnés entre vifs (voyez, en ce sens la déclaration de M. Baert à la séance de la Chambre du 10 février 1976, (Ann. Parl. p. 2049, col. 2)).

Cette masse ne comporte pas les biens faisant l'objet, au décès, de successions anormales. Or, à la différence de l'article 756, II, § 3, actuel du Code civil qui n'étend pas l'usufruit du conjoint

.../...

à ces biens, le projet prévoit que l'usufruit portera sur les biens faisant l'objet de successions anomales, sauf disposition contraire du donateur ou du testateur (article 745bis, § 4). Mais cette dernière règle n'est prévue par le projet que pour le droit successoral lui-même et non pour la réserve. La question peut se poser s'il serait opportun, pour ce seul motif, et malgré les complications qui pourraient en résulter, d'inclure les biens faisant l'objet d'une succession anomale dans la base de calcul de la réserve du conjoint et de prévoir ainsi pour cette réserve une base de calcul différente de celle des autres réserves.

Ces observations conduisent à proposer le texte suivant pour l'article 915bis, § 1er :

"§ 1er. Les libéralités soit par actes entre vifs, soit par testament, ne peuvent excéder, au détriment du conjoint que le défunt laisse pour héritier, l'usufruit de la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant, l'usufruit d'un tiers s'il laisse deux enfants, et l'usufruit d'un quart s'il laisse plus de deux enfants. Sont compris sous le nom d'enfants, les enfants légitimes, adoptifs ou naturels et leurs descendants légitimes, ceux-ci étant comptés comme il est dit à l'article 914.

Cet usufruit est de la moitié si le défunt ne laisse pas de descendant comme héritier.

Le testament qui prive le conjoint survivant des droits prévus aux alinéas 1er et 2, n'a cet effet

.../...

que si, au jour du décès, les époux étaient séparés depuis plus de six mois, si le testateur avait postulé, par demande principale ou par demande reconventionnelle, une résidence séparée de celle de son conjoint et si, depuis cette demande, les époux n'avaient plus repris la vie commune".

B. Observation sur le paragraphe 2 de l'article 915bis en projet :

La réserve consacrée à l'article 915bis, § 2, du projet présente cette particularité qu'elle ne se conçoit que si l'immeuble envisagé et les meubles qui le garnissent, dépendent de la succession du défunt. Elle n'existe donc pas à l'encontre d'une donation entre vifs que le défunt aurait faite de cet immeuble (d'ailleurs avec l'accord de son conjoint, en vertu de l'article 215 nouveau du Code civil). Elle fera par contre, obstacle à une disposition testamentaire portant sur de tels biens, même si leur usufruit dépasse en valeur la réserve du paragraphe 1er.

En vertu de l'article 915bis, § 2, alinéa 3, en projet, cet usufruit doit être imputé sur la réserve prévue au paragraphe 1er sans que cette imputation puisse limiter les droits conférés au conjoint par l'alinéa précédent.

C. Observation sur le paragraphe 3 de l'article 915bis en projet :

Que la réserve en usufruit soit celle du paragraphe 1er ou qu'elle la dépasse en vertu du para-

.../...

graphe 2, elle s'exerce proportionnellement sur la réserve des autres héritiers et sur la quotité disponible, venant ainsi diminuer l'une et l'autre sans supprimer toute quotité disponible.

A cet égard, après avoir observé que s'il n'existe que l'immeuble familial et le mobilier, le tout tombe sous l'application du paragraphe 2 et il n'y a aucun problème d'imputation, le rapport de la commission donne des exemples dont les solutions ne sont pas complètes. (page A. 19).

S'il y avait un enfant, sa réserve serait de 1/2 et la quotité disponible serait de 1/2; 1/4 resterait donc disponible. Il faut, en réalité, entendre 1/4 en pleine propriété plus 1/4 en nue-propriété (grevé de 1/2 de la 1/2 en usufruit du conjoint, soit d'1/4 en usufruit), tant pour la quotité disponible que pour la réserve de l'enfant unique.

De même s'il y a deux enfants, la quotité disponible n'est pas de 2/9. La réserve du conjoint, étant de 1/3, soit 3/9, en usufruit, se répartit pour 1/3, soit 1/9, en usufruit sur la quotité disponible (qui sera donc de 2/9 en pleine propriété plus 1/9 en nue-propriété, de même la réserve de chacun des deux enfants).

Pour le cas où il y a trois enfants, il est écrit erronément que : "la réserve du conjoint est de 1/4,

.../...

les enfants obtiennent 9/16 tandis que la quotité disponible est diminuée à 3/16". En réalité, la réserve de 1/4 en usufruit du conjoint est répartie pour 1/4, soit 1/16 en usufruit sur la quotité disponible de 1/4 ou 4/16, qui sera donc limitée à 3/16 en pleine propriété plus 1/16 en nue propriété, et il en sera de même de la réserve de 1/4 de chaque enfant, qui sera limitée de même pour chacun, à 3/16 en pleine propriété et à 1/16 en nue propriété.

Le texte suivant est proposé pour les paragraphes 2 et 3 :

"§ 2. - Le conjoint survivant ne peut être privé de l'usufruit prévu à l'article 745quater, § 1er.

Cet usufruit doit être imputé sur la réserve prévue au paragraphe premier, sans que cette imputation puisse porter atteinte aux droits conférés par l'alinéa premier.

§ 3. - Les droits d'usufruit prévus au paragraphe 1er et au paragraphe 2 sont exercés proportionnellement sur la réserve des cohéritiers et sur la quotité disponible."

Article 23. (devenant 18)

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 916 du même Code est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Article 24 (devenant 19).

Selon cette disposition, l'article 1094, alinéa 1er, du Code civil recevrait la rédaction suivante :

"Pour le cas où il laisserait des descendants légitimes, des enfants naturels ou adoptifs, ou des descendants légitimes de ceux-ci, un époux peut disposer en faveur de l'autre époux de la quotité disponible prévue par l'article 913, sans préjudice des droits en usufruit attribués au conjoint survivant par les articles 745bis et 915bis".

Ce dernier membre de phrase est équivoque. Rappelle-t-il simplement que le legs ou la donation au conjoint survivant de la quotité disponible prévue par l'article 913, n'empêche pas ce conjoint de recueillir, pour le surplus, les droits en usufruit qui lui sont reconnus par ailleurs ? Ou bien entend-il consacrer le principe d'un cumul, en une quotité disponible spéciale au profit du conjoint, de la quotité disponible ordinaire et des droits successoraux dudit conjoint ?

Il convient tout d'abord de rechercher si les travaux préparatoires n'éclairent pas la réponse à cette question.

1. Il s'agit d'un texte absolument étranger au projet de loi déposé par le Gouvernement au Sénat le 17 février 1969 (Sénat, 1968-1979, Doc. 200). Le projet se bornait à y prévoir une quotité spéciale plus étendue et qui aurait été pour les libéralités du défunt à son conjoint celle de la quotité ordinaire et de l'usufruit de la réserve des descendants, ou de la nue propriété de la réserve des ascendants (article 11, p. 22). C'est, selon l'exposé des motifs, ce que pourrait recevoir le conjoint "par donation ou testament" sous la restriction d'une conversion qui serait applicable à l'usufruit donné ou légué, dans les mêmes conditions qu'à l'usufruit successoral ab intestat mais qui ne serait évidemment pas applicable à la

.../...

libéralité en pleine propriété dont le conjoint serait gratifié en vertu d'une donation ou d'un testament (pp. 12 et 13).

2. C'est dans le rapport de la commission de la justice du Sénat, déposé le 24 octobre 1973 (1973-1974, Doc. 30), que l'on trouve, dans la rédaction proposée par elle de l'article 23, l'origine des termes étudiés. Cet article 23 remplaçait l'alinéa 2 de l'article 1094 (dont l'alinéa 1er supprimait la réserve de l'ascendant à l'encontre des libéralités au conjoint) par le texte suivant (p. 43) :

"S'ils laissent des enfants ou descendants légitimes ou des enfants naturels, ils (les époux) peuvent disposer de la même façon, l'un au profit de l'autre, de la quotité disponible déterminée à l'article 913, sans préjudice des droits en usufruit reconnus au conjoint survivant au titre des successions".

Rappelons que le projet de la Commission attribuait au conjoint un usufruit ab intestat de la totalité des biens s'il était en concours avec des descendants, sauf si l'un d'eux était issu d'un précédent mariage du défunt, auquel cas le conjoint recevait à son choix, la moitié en usufruit ou le quart en propriété (article 745bis, § 3, p. 40). Le but était aussi d'augmenter la quotité spéciale prévue par le Code civil pour les libéralités consenties au conjoint, mais il était réalisé par un autre procédé.

Le rapport commente l'idée qui a inspiré la Commission (pp. 20 et 21). Après avoir déclaré que la réserve des ascendants était supprimée à l'égard des libéralités au conjoint (mais subsistait pour le surplus), le rapport expose (sub n° 2) la situation actuelle, l'article 1094, alinéa 2, consacrant une quotité spéciale fréquemment inférieure à la quotité ordinaire, et il exprime l'avis de plusieurs membres que "l'époux survivant doit pouvoir obtenir au moins autant que les autres donataires ou légataires et qu'il n'y a plus aucune raison de prévoir une

.../...

quotité disponible spéciale", même en cas de descendant d'un mariage précédent (d'où l'abrogation de l'article 1098); le rapport poursuit en ces termes (p. 21) :

"Il convient toutefois de remarquer que le nouvel article 1094 du Code civil autorise le cumul de l'usufruit successoral avec la quotité disponible ordinaire (usufruit universel et attribution de la quotité disponible ordinaire en nue propriété)".

L'on verra plus loin qu'il ne s'agit pas en réalité d'un cumul de disponible.

Et le rapport donne ensuite un exemple chiffré :

"S'il existe des enfants d'un premier mariage, le droit successoral du conjoint survivant est plus limité (un quart en pleine propriété ou la moitié en usufruit dans le projet d'alors). Dans ce cas, des dispositions peuvent être faites en faveur du conjoint survivant, en complément de sa part successorale, jusqu'à concurrence de la quotité disponible ordinaire. Ainsi, s'il n'y a qu'un seul enfant d'un précédent mariage, la part successorale du conjoint survivant comprend un quart en propriété. La quotité disponible ordinaire est de la moitié en propriété. Le complément sera donc égal à la différence entre le quart et la moitié en propriété. S'il y a eu option en faveur de la moitié en usufruit (part successorale légale), il pourra encore être disposé -en complément- au profit du conjoint survivant de la moitié en nue propriété" (p. 21).

A la réflexion, cet exemple paraît être le contraire d'un "cumul" de "droits" de différentes natures. Si cumul il y avait, l'on devrait lire :

.../...

Disponible du conjoint	1/2 PP	ou		1/2 PP
Droit successoral ab intestat	+ 1/4 PP		+	1/2 U
Total	3/4 PP			1/2 PP + 1/2 U
Libéralités	- 1/4 PP			- 1/42U
				1/2 MP + 1/2 U
Libéralités encore possibles	1/2 PP.			

Loin d'ajouter la quotité de l'article 1094 aux droits successoraux ab intestat en usufruit, le rapport raisonne au contraire comme suit :

Disponible	1/2 PP		1/2 PP
Usufruit succ.	- 1/4 PP	-	1/2 U
Libéralités encore possibles	1/4 PP.		1/2 NP

L'on comprend qu'en présence des questions que pose l'exemple donné,le comité d'études de législation de la Fédération des notaires, examinant en sa séance du 1er décembre 1973 le projet voté par la Chambre le 21 novembre 1973, ait considéré que :

.../...

"Sur l'article 23 :

a) ...

b) le législateur doit préciser si la phrase "Sans préjudice des droits en usufruit ..." implique que ces droits en usufruit ne s'imputent pas sur la quotité disponible mais au contraire pourront s'y ajouter".

A suivre l'exemple donné par le rapport, c'est une solution négative qu'il faudrait donner à cette question (qui devait être transmise, avec d'autres observations du comité, à la commission de la Chambre (Travaux C.E.L. 1974, pp. 97 et 98). En effet, l'exemple donné impute le droit ab intestat sur la quotité disponible, il l'en diminue, pour les libéralités que l'on voudrait faire.

Par contre, dans une étude publiée dans la livraison d'avril 1974 du Recueil général de l'enregistrement, sur le projet voté à la Chambre (p. 129 à 146, n° 21.783), P. Stiénon écrit (n° 10) au sujet de la quotité disponible :

"S'ils laissent des enfants, les époux pourront disposer l'un en faveur de l'autre, de la nue-propriété de la quotité disponible ordinaire, celle de l'article 913 variable selon le nombre d'enfants. Ainsi, ceux-ci n'auraient plus, le cas échéant, que la nue-propriété de leur réserve. Par exemple, s'il y a trois enfants, le conjoint survivant qui a l'usufruit de toute la succession, peut encore recevoir, par donation ou testament, un quart en nue-propriété de sorte qu'il aura un quart en pleine propriété et trois quarts en usufruit".

.../...

Ce cas d'application, sur lequel on reviendra, et qui aura sans doute attiré l'attention du législateur, n'a cependant fait l'objet d'aucune observation de la part de ceux qui ont discuté du projet à la Chambre, puis à nouveau au Sénat, pas plus d'ailleurs que la question posée par le comité d'études de la Fédération des notaires.

3. Quant au rapport de M. BAERT, rapporteur de la Commission de la Justice de la Chambre, il signale à propos de l'article 23 (qui deviendra l'article 25 du texte de la Commission) que le rapporteur s'est borné à une modification de forme pour tenir compte des enfants adoptés et des descendants d'enfants naturels, par concordance avec l'article 745bis (Chambre, 1974-1975, Doc. 298-6, p. 24), reprenant, pour le surplus, les mêmes termes que ceux qui, dans le projet du Sénat, appelaient des éclaircissements.

Le rapport mentionne cependant que Mme RYCKMANS a introduit un amendement, qualifié par le rapport d'amendement purement technique, qu'elle a retiré (p. 24 du même document) en présence du texte élaboré par le rapporteur. Cet amendement (Doc. 298 - 2) se bornait à dire, dans l'alinéa 2 qu'il proposait pour l'alinéa 2 de l'article 1094 nouveau :

"D'autre part, pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou descendants, il pourra disposer en faveur de l'autre époux de tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger".

Mme RYCKMANS justifiait cette proposition comme suit : "... nous proposons d'aligner le disponible du conjoint survivant sur le disponible en faveur d'étrangers, et ce, en fonction du nombre de descendants laissés par le défunt, sans plus distinguer suivant qu'ils sont communs ou non" (op. cit., p. 4, sur le projet d'article 23.

.../...

Il n'est donc question, ni dans l'amendement, ni dans la justification, d'une idée de "cumul" que traduirait le texte voté au Sénat.

Lors de la discussion générale du projet à la séance de la Chambre du 10 février 1976 (Annales parl., Ch. repr. 10 février 1976), M. BAERT exposa que le conjoint, en plus de son usufruit sucessoral, disposait de la quotité ordinaire de l'article 913 (p. 2048, col. 1, alinéas 11 et 12). On ne peut rien déduire avec assurance de ces explications, pas plus que de l'intervention de M. SUYKERBUYK déclarant que le P.V.V. avait soutenu les amendements de Mme RYCKMANS, ni de l'intervention de cette dernière (pp. 2051 et 2052).

4. Quant au texte actuellement proposé par la commission du Sénat, il intervertit les deux alinéas de la version de l'article 1094 présenté par la Chambre, et, selon le rapport, il gagne en clarté en écrivant dans cette version les mots "... sans préjudice aux droits en usufruit attribués par les articles 745bis et 915bis". En effet, dans les droits successoraux conférés par le titre des successions ne se trouvait pas le droit à réserve figurant à l'article 915bis dans le titre des Donations et Testaments.

On peut toutefois se demander si cette référence à l'article 915bis ne va pas au delà d'un simple éclaircissement de l'intention des auteurs du projet antérieur et si elle se justifie.

Peut-on donner aux mots "sans préjudice des droits en usufruit attribués au conjoint survivant par les articles 745bis et 915bis" le sens de "en outre" et en quel sens précis qui serait celui d'une addition, d'un "cumul" ?

.../...

A supposer qu'à la quotité disponible nouvelle, l'on puisse ajouter l'usufruit ab intestat du conjoint ainsi que sa réserve, encore la nature juridique de ces droits successoraux et de ces libéralités n'est-elle pas modifiée dans le total unique que leur addition formerait.

Ainsi, notamment, le conjoint survivant n'a pas ces droits successoraux s'il est séparé de corps, puisqu'il est exclu comme indigne (comme tout héritier dans les cas de l'article 727) ou s'il est déchu ou exclu pour déchéance de l'autorité parentale ou de la tutelle. Tandis que, s'agissant de donations ou de legs qui lui ont été effectivement consentis, ceux-ci ne pourraient faire l'objet d'une déchéance que dans les cas et avec les effets particuliers de l'ingratitude en matière de donations ou de legs; le bénéficiaire n'en serait privé ni par une séparation de corps autorisée aux seuls torts de l'autre, ou en cas de déchéance de tutelle ou de l'autorité parentale. De même une donation par contrat de mariage ne pourrait, comme les droits prévus à l'article 745bis, faire l'objet d'une révocation, soit expresse, soit indirecte par des libéralités à des tiers, dans la mesure où ces droits ne sont pas constitutifs de la réserve particulière de l'article 915bis.

De même encore, la quotité disponible prévue par le nouvel article 1094 pour les libéralités au conjoint étant la quotité ordinaire, permet au conjoint de bénéficier, au titre juridique de gratifié, de libéralités en pleine propriété qui, comme le soulignait l'exposé des motifs du projet initial, ne sont, cela va de soi, pas comprises par le projet dans celles qui seraient convertibles en une rente viagère ou en un autre bien, puisque cette conversion ne joue que pour un usufruit résultant de la loi, ou d'un testament, ou d'une donation (article 745ter, § 3).

.../...

Ces différences, dont l'énumération ne se veut qu'exemplaire, entre, d'une part, les conditions de validité et les conséquences d'une libéralité (donation ou legs) et, d'autre part, celles d'un droit successoral résultant exclusivement de la loi montrent les difficultés, sinon les impossibilités, auxquelles se heurterait le "cumul".

Déjà, on l'a vu, le rapport de la commission du Sénat parle de cumul dans un exemple où c'est du contraire qu'il s'agit. Même pour le "cumul" de l'usufruit successoral avec la quotité disponible ordinaire (usufruit universel et attribution de la quotité disponible en nue-propriété), on ne se trouve pas en présence d'un cumul. La quotité est en propriété. Si le défunt lègue la moitié de sa propriété au conjoint en concours avec un enfant, soit tout le disponible, il va de soi que l'usufruit (total) du conjoint ne peut porter que sur le solde de la moitié. Il n'est pas question d'ajouter le droit successoral d'usufruit sur le tout s'il y a disposition en propriété de moitié qui est précisément, en ce cas, la quotité disponible. Pour reprendre l'exemple, donné par M. STIENON, dans lequel il y aurait trois enfants, "le conjoint survivant, écrit-il, qui a l'usufruit de toute la succession (ab intestat) peut "encore" recevoir, par donation ou testament, 1/4 en nue-propriété, de sorte qu'il aura 1/4 en propriété et 3/4 en usufruit". En réalité, si le conjoint reçoit par donation ou testament un quart en pleine propriété (ce qui correspond exactement à sa quotité de l'article 913, et cela en propriété, quand il y a trois enfants), cette donation (ou ce legs) n'est pas réductible par hypothèse; elle doit donc être maintenue (ou il doit être exécuté). Quant au droit ab intestat des enfants, il s'exercera, comme celui du conjoint, sur les autres biens, c'est-à-dire sur la succession et à ce titre le conjoint aura l'usufruit de toute cette succession, soit trois-quart. L'on ne voit pas où il y aurait là "cumul" pour le conjoint de sa quotité disponible et de ses droits successoraux.

.../...

Au reste, comme héritier, le conjoint n'a d'usufruit successoral que sur les biens existants au décès et sur les libéralités rapportables (pour leur valeur à rapporter). La quotité disponible ordinaire, elle, se calcule sur la base fixée par l'article 922 (cf. la déclaration très nette de M. BAERT, à la séance de la Chambre du 12 février 1976, p. 2049, col. 2, alinéas 2 et 3), qui comprend toutes les donations mêmes non rapportables et toujours pour leur valeur au décès.

L'on se trouve, concernant le conjoint, devant trois institutions dont il bénéficie mais qui sont faites pour lui permettre de faire face à des situations différentes : ses droits de gratifié sont protégés par une quotité disponible plus étendue qu'auparavant; ses droits d'héritier ab intestat ne lui assurent qu'un bénéfice aléatoire car ils ne le protégeraient pas s'il n'avait un troisième droit, à savoir sa réserve, pour le protéger contre des libéralités qui y porteraient atteinte en dépassant la quotité corrélative. Les trois institutions ne peuvent en réalité se totaliser pour augmenter en quelque sorte la quotité disponible prévue par la loi.

Si cette dernière interprétation était la bonne, les mots "sans préjudice des droits en usufruit attribués au conjoint survivant par les articles 745bis et 915bis" n'auraient d'autre portée que de préciser que la donation ou le legs au conjoint survivant de la quotité disponible prévue à l'article 913 - donation ou legs en pleine propriété, par hypothèse - ne peut pas venir en déduction du droit successoral dudit conjoint, voire, à la limite, se substituer à ce droit, par une sorte de conversion forcée du droit d'usufruit ab intestat en un droit en pleine propriété. Paradoxalement, ce qui ferait douter que cette interprétation soit la bonne et que le membre de phrase en question ait seulement cette portée, c'est l'évidence même

.../...

du simple rappel qu'il contiendrait en ce cas, de l'intention du législateur de ne plus désavantager désormais le conjoint survivant par rapport aux autres successibles et même, dans certains cas, par rapport aux étrangers. Malgré la vraisemblance de l'interprétation proposée ci-dessus, ce doute est suffisamment important pour avoir été éprouvé par le Comité d'études de la Fédération des notaires. Il convient que les Chambres législatives le lèvent par un texte moins équivoque que celui de l'article 1094, alinéa 1er, en projet.

Article 25bis (devenant 21, l'article 25 devenant 20).

Suivant l'article 1287, alinéa 2, en projet, "Ils (les époux) doivent constater par acte authentique, sans le concours de témoins, leur accord au sujet des droits prévus aux articles 745bis et 915bis, pour le cas où l'un d'eux mourrait avant la transcription du divorce ou de la séparation de corps".

Cette disposition est appelée à s'insérer dans l'article 1287, immédiatement après l'alinéa 1er.

En vertu de cet alinéa 1er, l'acte portant règlement des droits respectifs des époux n'est pas nécessairement un acte authentique. Il y aurait donc quelque incohérence à exiger un acte authentique pour le règlement d'une catégorie de ces droits : les droits successoraux dont les époux jouiraient au cas où l'un d'eux viendrait à décéder avant la transcription du jugement ou de l'arrêt qui admettrait le divorce.

.../...

Subsidiairement, les mots "sans le concours de témoins" sont superflus, l'assistance de témoins étant régie par l'article 9 de la loi du 25 ventôse, 5 germinal, an XI, portant organisation du notariat, qui détermine les cas dans lesquels le notaire, instrumentant seul, devra être assisté de deux témoins.

Enfin, la mention de la séparation de corps par consentement mutuel, qui figure à l'article 745quater, § 1er, en projet, est superflue puisque l'article 1306, alinéa 3, du Code judiciaire, rend les dispositions relatives au divorce par consentement mutuel applicables à la séparation de corps par consentement mutuel.

Le texte suivant est proposé :

"Article 21.-

Dans l'article 1287 du Code judiciaire, l'alinéa 2, abrogé par la loi du 1er juillet 1972 est rétabli dans la rédaction suivante :

"Ils doivent constater dans le même acte leurs conventions au sujet des droits successoraux dont ils jouiraient dans le cas où l'un d'eux décèderait avant la transcription du jugement ou de l'arrêt qui admet le divorce".

Article 27 (devenant 23).

I. La difficulté d'interprétation que la disposition transitoire doit permettre de résoudre est exposée de manière très complète dans le rapport fait au nom de la Commission de la Justice du Sénat par M. VANDEKERCKHOVE (sess. 1973-1974, doc. n° 30, pp. 21 et 22).

.../...

On retiendra notamment, pour éclairer la portée de l'alinéa 1er de l'article 27 en projet, le passage suivant :

"Dans le cas de donation faite par contrat de mariage, les époux doivent se prononcer pour l'interprétation extensive ou restrictive par acte séparé, dans les six mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi.

Les dispositions de l'acte complémentaire doivent être considérées comme ayant un caractère interprétatif par rapport à celles du contrat de mariage et constituer un tout avec celui-ci, ce qui implique qu'elles sont également invariables.

En ce qui concerne les autres donations entre époux, l'époux qui voudrait tout de même maintenir la limitation ancienne pourrait toujours le faire par une donation ultérieure entre époux ou par un testament nouveau.

Sauf limitation expresse, la présomption s'appliquera au profit du nouveau maximum".

Abstraction faite du délai que la Commission du Sénat entend présentement supprimer, la portée de l'alinéa 1er de l'article 27 doit, semble-t-il, être considérée comme encore définie par le rapport cité plus haut.

Il n'y a donc, apparemment, aucune raison de ne pas reprendre le texte par lequel la Commission avait, en son temps, exprimé cette intention, c'est-à-dire ;

"Il est permis aux époux qui se sont fait par contrat de mariage une donation de biens à venir, d'en augmenter l'étendue par une disposition nouvelle à titre gratuit ou de maintenir le régime existant".

.../...

La portée des présomptions contenues dans les alinéas 2 et 3 apparaît plus clairement dès lors que le texte précise qu'il est loisible aux époux de maintenir les dispositions antérieures à l'entrée en vigueur de la loi.

II. L'entrée en vigueur de la loi du 14 juillet 1976 relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux a cependant, postérieurement au rapport précité, suscité une nouvelle difficulté possible.

Dès lors que la disposition transitoire de l'article 27, alinéa 1er, permet aux époux de modifier la portée de leurs conventions matrimoniales, ne faut-il pas que cette modification éventuelle soit soumise aux formalités prescrites par les articles 1393 et suivants nouveaux du Code civil ?

On peut supposer que, dans l'intention de la Commission, l'un des objets de la disposition transitoire est précisément de soustraire, en l'espèce, la modification à ces formalités.

Cependant, afin de lever tout doute à ce sujet, il se recommanderait que le texte reflète expressément cette portée.

III. La disposition examinée n'a un caractère vraiment transitoire que si son application est limitée aux contrats antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Sur ce point encore, il se recommanderait que le texte porte expressément cette précision.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Il est permis aux époux qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, se sont fait, par contrat de mariage, une donation de biens à venir, d'en augmenter l'étendue par une disposition nouvelle à titre gratuit ou de maintenir les dispositions existantes.

Les articles 1393 et 1396 du Code civil ne sont pas applicables à l'acte portant la disposition nouvelle".

+

L'alinéa 2 (devenant 3) serait mieux rédigé comme suit :

"Si les époux se sont abstenus d'user de la faculté qui leur est reconnue par l'alinéa 1er, ceux qui s'étaient fait donation réciproque de la plus forte quotité dont il était permis de disposer en présence d'enfants ou de descendants sont censés avoir voulu se faire donation réciproque de la quotité déterminée par l'article 1094 du Code civil".

Il y a lieu d'observer que le texte proposé, qui n'apporte que des modifications de forme au texte de la Commission, omet comme celui-ci l'hypothèse où les époux se trouveraient en présence d'ascendants.

+

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Si le contrat de mariage contient l'indication exacte de la quotité dont les époux ont voulu se faire donation réciproque et si cette quotité est inférieure à la part revenant au conjoint survivant en vertu de l'article 745bis du Code civil, les époux sont censés avoir voulu se faire donation réciproque de cette part".

Article 28 (devenant 22).

L'article 28 doit précéder la disposition transitoire que constitue l'article 27; l'article 28 doit, en outre, mentionner le Code modifié par son intitulé complet; le texte suivant est proposé :

"Article ...

L'article 109 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par la loi du 23 décembre 1958, est complété comme suit : "3° la conversion ...".

OBSERVATION FINALE.

Le projet ne contient pas de disposition fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi ou en vertu de laquelle cette entrée en vigueur pourrait être fixée par le Roi. Il appartiendra aux Chambres législatives d'apprécier si, afin d'éviter des difficultés, cette entrée en vigueur ne devrait pas être coordonnée avec celle des projets relatifs à la majorité civile ainsi qu'à la filiation et à l'adoption.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het oorspronkelijke ontwerp betreffende deze aangelegenheid (Senaat, 1968-1969, Gedr. St. nr. 200) is onderzocht door de Raad van State, die geadviseerd heeft op 20 november 1968 (L.10.488/2).

Nadat het door de Commissie voor de Justitie van de Senaat was aangenomen, heeft de Voorzitter van de Senaat de Raad verzocht om een beperkt advies waarin het ontwerp zou worden onderzocht in verband met de stand van het recht. Dat advies is gegeven op 19 september 1973 (L.11.886/2).

Bij brief van 27 juli 1979 heeft de Voorzitter van de Senaat de Raad gevraagd hem van advies te dienen over het ontwerp dat inmiddels door de Commissie voor de Justitie van de Senaat op 28 juni 1979 aangenomen was "meer bepaald wat betreft eventuele tekstverbeteringen vanuit wetgevend technisch oogpunt zomede ten aanzien van de concordantie met de resterende wetgeving". Op 1 oktober 1979 heeft hij het ontwerpverslag van de Commissie laten geworden.

Aangezien de oorspronkelijke ontwerpen in meer dan een opzicht door de Commissie grondig omgewerkt zijn, kan de Raad zich thans niet beperken tot opmerkingen over de vorm alleen. Hij ziet zich genoopt het ontwerp als een geheel nieuwe tekst te onderzoeken en bepaalde aspecten ervan uitvoerig te behandelen.

+

\+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 2.

Het ontworpen tweede lid van artikel 203 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De langstlevende echtgenoot moet aan de kinderen uit een vorig huwelijk van de vooroverleden echtgenoot, aan diens natuurlijke kinderen en aan de kinderen door deze alleen of samen met een vorige echtgenoot geadopteerd, kost, onderhoud en opvoeding verschaffen, binnen de grenzen van hetgeen hij uit de nalatenschap van de overledene heeft verkregen en van de voordelen die deze bij huwelijkscontract, door schenking of bij testament mocht hebben verleend".

Artikel 3.

1. Deze bepaling kwam niet voor in het oorspronkelijk door de Regering ingediende ontwerp (Senaat, 1968-1969, Gedr. St. nr. 200).

Zij staat in het artikel 2 dat de Senaatscommissie voorstelt in haar op 24 oktober 1973 neergelegd verslag (Senaat, 1973-1974, Gedr. St. nr. 30, blz. 39) en dat tot doel heeft aan artikel 205, § 1, van het Burgerlijk Wetboek een lid toe te voegen, luidende :

"De erfenis van vooroverleden kinderen of afstammelingen is levensonderhoud verschuldigd aan de bloedverwanten in de opgaande lijn die behoeftig zijn en hun voorbehouden erfdeel ten voordele van andere erfgenamen verloren".

.../...

Dat verslag verklaart dat het voorbehouden gedeelte dat artikel 1094, eerste lid, ten behoeve van bloedverwanten in de opgaande lijn instelt ten aanzien van door de overledene aan zijn echtgenoot verleende giften, meestal zonder enig nut is omdat het beperkt is tot een blote eigendom en dat het overigens wordt afgeschaft door artikel 23 van de door de Commissie voorgestelde tekst. Het verslag vervolgt :

"Moet de ascendentenreserve ook afgeschaft worden wanneer er geen langstlevende echtgenoot bestaat ? De meerderheid van de Commissie meent dat het voorbehouden erfrecht door de ascendenten tegenover de andere erfgenamen moet behouden blijven.

Hebben de ascendenten dan geen enkel recht meer ingevolge het openvallen van de erfenis en ingeval er een langstlevende echtgenoot bestaat ? Het komt redelijk voor dat de ascendenten in die gevallen een onderhoudsgeld lastens de erfenisgoederen mogen vragen, waarvan de maat door de rechter wordt bepaald. Er dient rekening gehouden met de graad van behoefte enerzijds en de erfenisomvang anderzijds. Artikel 205 van het Burgerlijk Wetboek dat de gevolgen van het huwelijk ter zake omschrijft, blijft van toepassing en kan aangepast worden".

Na een samenvatting van hetgeen de Commissie beslist heeft, namelijk dat "6° de ascendenten een onderhoudsrecht op de erfenisgoederen behouden", terwijl "2° de reserve van de ascendenten tegenover de langstlevende echtgenoot wordt afgeschaft" (blz. 13), vervolgt het verslag in de commentaar op de verbeterde teksten :

.../...

"4. Onderhoudsplicht in voordeel van de ascendenten (artikel 205 van het Burgerlijk Wetboek).

De erfenis van de vooroverleden echtgenoot is tot onderhoud verplicht.

Tekstaanpassing : "Een bijkomend lid invoegen tussen § 1 en § 2 ... :

"De erfenis van vooroverleden kinderen of afstammelingen is onderhoud verschuldigd aan de bloedverwanten in de opgaande linie, indien deze in nood verkeren en hun voorbehouden gedeelte in voordeel van andere erfgenamen verloren" (blz. 31).

2. Die uiteenzetting lijkt wel degelijk uit te wijzen dat de Senaatscommissie die verplichting tot het verschaffen van levensonderhoud aan de bloedverwant in de opgaande lijn in werkelijkheid alleen ten laste van de nalatenschap van de vooroverleden echtgenoot heeft willen instellen, hierbij uitgaande van artikel 205; die bloedverwant was het immers die gevaar liep in die nalatenschap zijn voorbehouden gedeelte te verliezen ten voordele, niet van gelijk welke andere erfgenaam, maar ten voordele van de overlevende echtgenoot, aan wie de overledene voortaan zelfs het geheel van de goederen in volle eigendom zou kunnen schenken.

Letterlijk echter voerde de voorgestelde tekst, zowel de Franse als de Nederlandse, die verplichting slechts in ten laste van de nalatenschappen van de kinderen of afstammelingen van de overledene, die vóór deze laatste en zelfs lang voor hem of haar overleden waren, gesteld dat hij of zij kinderen of afstammelingen had.

.../...

Die tekst is door de Senaat goedgekeurd op 21 november 1973 (Kamer v. Volksvert. 1973-1974, Gedr. St. 716/1, artikel 2 en artikel 23) en is overgenomen door de Commissie van de Kamer (Kamer van Volksvert. 1974-1975, Gedr. St. 298/nr 6), die in haar verslag de volgende commentaar geeft (blz. 9) :

"De bepaling van dit artikel is een gevolg van het feit dat in het nieuwe systeem de ascendenten hun voorbehouden gedeelte met name tegenover de langstlevende echtgenoot verliezen. Het is redelijk hun, in geval van behoeftigheid, een recht op alimentatie toe te kennen op de goederen van de nalatenschap".

De aldus voorgestelde artikelen 2 en 25 (tot wijziging van artikel 1094 van het Burgerlijk Wetboek) zijn op hun beurt door de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd op 10 en 12 februari 1976 (Senaat 1975-1976, Gedr. St. 789/1).

3. De Senaatscommissie, waarbij thans een tekst aanhangig is die aldus door haar voorgesteld en achtereenvolgens door de Senaat en door de Kamer goedgekeurd is stelt in de artikelsgewijze bespreking (blz. A 1 en A 2) voor, het vroegere artikel 2 (dat artikel 3 van het ontwerp wordt) als volgt te lezen, met weglating van de slotzin van de vroegere tekst :

"De nalatenschap van vooroverleden kinderen of afstammelingen is levensonderhoud verschuldigd aan de bloedverwanten in de opgaande lijn, die behoeftig zijn".

.../...

Volgens het ontwerp-verslag was de Commissie van de Senaat van oordeel dat de zinsnede "en hun voorbehouden erfdeel ten voordele van andere erfgenamen hebben verloren" zonder betekenis was : "de ascendenten verliezen dat voorbehouden gedeelte tegenover de langstlevende echtgenoot door het tot stand komen van deze wet. Eens de wet van toepassing is, verliezen de ascendenten dus hun voorbehouden erfdeel". Zie ook de verklaring van de Minister van Justitie (DE CROO) in de vergadering van de Kamer van 10 februari 1976 (Handel. blz.2045, kol.2).

Niet alleen komt met deze uitleg de verplichting tot het verschaffen van levensonderhoud opnieuw te liggen op de nalatenschap van de vooroverleden echtgenoot waartoe de overlevende echtgenoot geroepen is, bovendien verhindert de gemaakte opmerking niet dat de bloedverwant in de opgaande lijn zijn voorbehouden gedeelte in werkelijkheid slechts zal verliezen als de overledene aan de overlevende echtgenoot giften heeft gedaan die, in het ontwerp, de eigendom van alle goederen kunnen omvatten. Zo is het te begrijpen dat de vroegere teksten, om dat werkelijk verlies te "compenseren" met giften die door de overledene werkelijk aan de overlevende echtgenoot zijn gedaan, gesproken hebben van bloedverwanten in de opgaande lijn "die behoeftig zijn en hun voorbehouden erfdeel ten voordele van andere erfgenamen verloren".

De tekst zou, in de volstrekt algemene betekenis welke hij zou hebben indien op de suggestie van het ontwerp werd ingegaan, de bloedverwant in de opgaande lijn recht op levensonderhoud geven, ook al zou de overledene geen enkele gift aan de overlevende echtgenoot hebben gedaan en al zou de overledene geen overlevende echtgenoot nalaten.

.../...

Anderzijds kan men zich afvragen of bij het verwoorden van de wil van de Commissie geen vergissing is begaan door het leggen van de onderhoudsplicht op de nalatenschappen van de kinderen of afstammelingen van de overledene die vóór deze laatste gestorven zijn, terwijl de rechten welke het ontwerp aan de echtgenoot van de overledene verleent, niet op die nalatenschappen betrekking hadden. Zal de - allicht reeds geheel vereffende - nalatenschap van een zoon van de overledene, die tien jaar vóór deze laatste gestorven is, tien jaar nadat zij is opengevallen onderhoud verschuldigd zijn aan de vader van de overledene (welke vader veronderstellenderwijs geen zodanig recht op levensonderhoud tegenover die nalatenschap had indien hij inmiddels behoeftig was) ?

Ten slotte : terwijl de Senaatscommissie in haar eerste verslag (1973-1974, nr 30, blz 12) dacht aan een "aangepaste" toepassing van artikel 205 (waarnaar artikel 364, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek verwijst), bevat de tekst geen - zelfs geen impliciete - verwijzing naar de paragrafen 3 tot 5 van dat artikel waarnaar het genoemde artikel 364 wel uitdrukkelijk verwijst en waarin wordt bepaald hoe de last van de uitkering tot onderhoud wordt gedragen, hoe zekerheid wordt verschaft indien het levensonderhoud niet als kapitaal uit de nalatenschap wordt genomen, en binnen welke termijn de rechtsvordering moet worden ingesteld.

Aangezien geen twijfel mogelijk lijkt omtrent de bedoeling van de Commissie zoals die uit de aangehaalde gegevens naar voren treedt, meent de Raad van State ze beter als volgt te kunnen verwoorden :

.../...

"Artikel 3.

In artikel 205 van hetzelfde Wetboek wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2bis. De nalatenschap van de vooroverleden echtgenoot is levensonderhoud verschuldigd aan diens bloedverwanten in de opgaande lijn die behoeftig zijn".

Artikel 7.

Opschrift van afdeling IV

Voor afdeling IV stelt de Commissie van de Senaat het volgende opschrift voor :

"Erfopvolging van de langstlevende echtgenoot die noch uit de echt noch van tafel en bed gescheiden is".

Kennelijk ligt het in de bedoeling van de Commissie de uit de echt gescheiden overlevende gewezen echtgenoot of de van tafel en bed gescheiden overlevende echtgenoot uit te sluiten van enig erfrecht en van bepaalde voordelen die het ontwerp aan de echtgenoot toekent.

Dat voornemen zou beter verwerkelijkt worden indien de regel zou volgen uit een uitdrukkelijke normatieve bepaling, veeleer dan uit alleen maar een opschrift van een afdeling.

Zoals de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies L. 10.488/2 zou het ontworpen artikel 745 bis een paragraaf 1 kunnen bevatten, luidende :

.../...

"§ 1. De wet kent alleen erfrecht toe aan de echtgenoot die niet uit de echt of van tafel en bed gescheiden is".

Het opschrift van de afdeling kan dan als volgt worden gelezen :

"Afdeling IV. Rechten van de langstlevende echtgenoot".

+

Ontworpen artikel 745 bis.

1. In paragraaf 1 (die 2 wordt) is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst (van de gehele nalatenschap) en de Franse (de tous les biens du défunt).

De Nederlandse tekst is juister en in de Franse dient te worden gelezen : "de toute la succession".

2. De paragrafen 2 en 3 van het ontwerp zouden na paragraaf 1 (die 2 wordt) kunnen komen in een enkele paragraaf 2, onderverdeeld in leden.

Voor paragraaf 2 (die het tweede lid wordt), dient de Commissie uit te maken of de woorden "wettelijk of bedongen" en "dat tussen de echtgenoten bestond" behouden dienen te worden. Het begrip gemeenschappelijk vermogen, dat in de artikelen 1398 en 1451 van het Burgerlijk Wetboek is omschreven, impliceert immers dat de gemeenschap voortkomt uit een wettelijk of uit een bedongen huwelijksvermogensstelsel.

.../...

3. In paragraaf 4 (die 3 wordt) is de verwijzing naar artikel 366 niet dezelfde in de Nederlandse en in de Franse tekst; in de Nederlandse staat "§§ 1 en 2", in de Franse "§ 1, 2". Deze laatste verwijzing is de juiste.

4. Volgens het tweede lid van paragraaf 4 mogen de §§ 1 en 2 van artikel 745ter niet toegepast worden in het geval bepaald in het eerste lid, dat is wanneer de langstlevende echtgenoot het vruchtgebruik verkrijgt van de goederen, onderworpen aan de wettelijke terugkeer waarin artikel 366, § 1, 2, artikel 747 en artikel 766 voorzien.

Men kan zich afvragen of deze regel, die kennelijk bedoeld is ter bescherming van degene die wettelijke terugkeer geniet, niet in te absolute bewoordingen is gesteld en of het niet billijk zou zijn te voorzien in de mogelijkheid tot omzetting wanneer degene die de wettelijke terugkeer geniet daarom verzoekt.

Mocht de Commissie wensen dat de tekst aldus wordt versoepeld, dan kan het tweede lid worden geredigeerd zoals hierna zal worden voorgesteld.

Op te merken valt dat, in de tekst die hierna zal worden voorgesteld, artikel 745ter nog alleen de twee paragrafen bevat naar het ontwerp in artikel 745bis, § 3, tweede lid, naar verwijst.

.../...

Ontworpen artikel 745ter.

1. Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt, "Wanneer de langstlevende echtgenoot samen met wettige afstammelingen, natuurlijke of geadopteerde kinderen of wettige afstammelingen van dezen tot de nalatenschap komt, kan de omzetting van het vruchtgebruik van een of meer goederen in een recht van volle eigendom, in natura, in tegenwaarde of in een gewaarborgde en geïndexeerde lijfrente gevorderd worden, hetzij door de langstlevende echtgenoot, hetzij door één of meer afstammelingen".

Deze bepaling laat de partijen volkomen vrij om zowel de goederen die niet als de goederen die wel tot de nalatenschap behoren, in de omzetting te betrekken.

Zo kan men zich bijvoorbeeld een wettige afstammeling voorstellen die aan de langstlevende echtgenoot een recht in volle eigendom op een van zijn persoonlijke goederen aanbiedt. De vraag is dan of de rechter een zodanig voorstel bevredigend zou kunnen verklaren als de langstlevende echtgenoot er niet mee mocht instemmen.

De Wetgevende Kamers zullen de draagwijdte van paragraaf 1 van artikel 745ter in dat opzicht moeten preciseren. Het eerste lid zou in elk geval beter worden geredigeerd zoals hierna zal worden voorgesteld.

.../...

2. Het eerste lid van paragraaf 2 luidt, "Wanneer de langstlevende echtgenoot tot de nalatenschap komt met andere erfgenamen dan die bedoeld in paragraaf 1 of met derden, zal de rechtbank de omzetting van het recht van vruchtgebruik van de echtgenoot voor een of meer goederen toestaan, indien deze het vraagt binnen een termijn van vijf jaar; na verloop van die termijn, staat de zaak ter beoordeling van de rechtbank".

De woorden "of met derden" zijn te vaag. Het is de Raad niet duidelijk om welke andere derden dan legatarissen het zou kunnen gaan als het eenmaal zo is dat de langstlevende echtgenoot met hen tot de nalatenschap komt.

In de voorgestelde tekst heeft de Raad van State er de voorkeur aan gegeven de twee gevallen tegenover elkaar te plaatsen door de tweede bepaling in te leiden met de negatie van de eerste : "Wanneer de langstlevende echtgenoot niet samen met ... tot de nalatenschap komt ...".

3. In het geval van de goederen bedoeld in het ontworpen artikel 915bis, paragraaf 1, valt het voorwerp van het erfrecht samen met dat van het voorbehouden gedeelte. Uit een oogpunt van wetgevingstechniek is het echter niet geraden het erfrecht te omschrijven door verwijzing naar de verder komende bepaling die het voorbehouden gedeelte omschrijft. Derhalve zal worden voorgesteld in een artikel 745quater alle bepalingen van het ontwerp samen te brengen die een omschrijving geven van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot op de goederen welke het ontwerp bedoeld onder het genoemde artikel 915bis, paragraaf 1, welk laatste artikel

.../...

dan alleen dient voor het bepalen van het voorbehouden gedeelte van de langstlevende echtgenoot.

4. Met de ene term "omzetting" duidt het ontwerp twee nochtans verschillende rechtshandelingen aan. Wanneer een recht in volle eigendom of een lijfrente die overeenstemt met de geschatte waarde van het vruchtgebruik, in de plaats van dat vruchtgebruik komt, gaat het om een omzetting in de echte zin van het woord. Maar dat is niet het geval wanneer de langstlevende echtgenoot het recht heeft om zich - met opleg, indien daartoe grond bestaat - de in het ontworpen artikel 915bis, paragraaf 1, bedoelde goederen in volle eigendom te doen toebedelen. Dat recht, dat te vergelijken is met het geval bedoeld in artikel 4 van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen, zou zoals in de voorgestelde tekst juister "toebedelingsrecht" worden genoemd.

Wegens de terminologische verwarring tussen beide handelingen kan niet worden uitgemaakt of de Commissie bedoelt dat de regel van het ontworpen artikel 745ter, paragraaf 2, vierde lid, alleen voor de tweede handeling zal gelden, zoals uit de plaats ervan in de tekst, uit het gebruik van het voegwoord "echter" en uit het ontwerp-verslag zou kunnen worden afgeleid, dan wel dat hij ook zal gelden bij eigenlijke omzetting. Ofschoon hier twijfel blijft bestaan, heeft de Raad van State voor de tweede veronderstelling geopteerd, het lijkt hem vanzelf te spreken dat de omzetting van het recht van vruchtgebruik, evenzeer als - en in de praktijk zelfs vaker dan - de toebedeling van de goederen bedoeld in het ontworpen artikel 915bis,

paragraaf 1, de belangen van een onderneming of van een beroepsarbeid ernstig kon schaden. In de voorgestelde tekst geldt de regel dus voor beide gevallen.

5. In de Franse tekst van paragraaf 4 moet worden gelezen : "des descendants" niet "des ascendants".

De woorden "behoudens bij overeenkomst tussen partijen" moeten als overbodig vervallen, daar de bepaling kennelijk bedoeld is als een aanvulling van de wil van de betrokkenen, althans voor zover zij de partijen toestaat meer dan een derde in volle eigendom van de aan omzetting onderworpen goederen aan de langstlevende echtgenoot toe te bedelen.

Het woord "tegenwaarde" dient te worden vervangen door "geld", zoals in paragraaf 1.

6. Volgens het ontwerp-verslag beoogt paragraaf 6 niet "strenge uniforme regelen te bepalen".

De hierna voorgestelde redactie beantwoordt beter aan die bedoeling.

7. Het is niet duidelijk waarom aan de toepassing van de in paragraaf 7, eerste lid, gestelde regel de voorwaarde gekoppeld is dat de schuld "rentegevend" moet zijn.

.../...

Artikel 612 van het Burgerlijk Wetboek, waarnaar het eerste lid overigens verwijst, stelt die voorwaarde niet. Wanneer het vruchtgebruik in een lijfrente wordt omgezet, wordt de door de vruchtgebruiker verschuldigde rente van die lijfrente afgetrokken om het bedrag ervan te bepalen.

8. Volgens paragraaf 8 kan alleen de erfgenaam die de blote eigendom verkrijgt, eisen dat de artikelen 600 tot 603 toegepast worden en dat, bij gebreke van borgstelling door de vruchtgebruiker, effecten aan toonder worden omgezet of gedeponeerd.

Volgens het verslag zou het gaan om een bescherming van de blote eigenaars in het algemeen.

Indien de Commissie het werkelijk zo bedoeld, ware het dan niet beter de term "de erfgenaam" te vervangen door "degene".

9. Het ontworpen artikel 745ter is lang en stelt ook zeer uiteenlopende regels. In de door de Raad voorgestelde tekst zijn die regels verspreid over verscheidene artikelen, die zelf in paragrafen onderverdeeld zijn.

.../...

Ontworpen artikel 745quater

1. Paragraaf 1 vormt een doublure met artikel 25bis van het ontwerp, dat een nieuwe bepaling invoegt in artikel 1287 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die bepaling moet wel degelijk een plaats krijgen in het Gerechtelijk Wetboek en moet in artikel 745quater vervallen.

De tekst van de bepaling zal worden onderzocht onder artikel 25bis.

2. Zoals paragraaf 2 is geredigeerd blijft er ruimte voor twijfel of het testament dat aan de langstlevende echtgenoot het in het ontworpen artikel 915bis, paragraaf 1, bedoelde recht ontneemt, mag dagtekenen van vóór de scheiding van de echtgenoten.

Die twijfel kan worden weggenomen door een redactie als hierna zal worden voorgesteld.

3. Paragraaf 3, tweede lid, van het ontworpen artikel laat in het ongewisse hoe de minderjarige afstammeling zal worden vertegenwoordigd in de vordering tot uitsluiting of ontzetting, terwijl het een betrekkelijk korte termijn bepaalt voor het instellen van die vordering. Het is wenselijk gebleken in de voorgestelde tekst uitdrukkelijk te verwijzen naar de wet betreffende de jeugdbescherming voor het geval van ontzetting van de ouderlijke macht.

.../...

4. Het vierde lid van paragraaf 3 bepaalt :

"Bij omzetting in een lijfrente heeft de langstlevende echtgenoot geen recht meer op de te vervallen rentetermijnen vanaf de instelling van de vordering".

Zoals die bepaling is geredigeerd, lijkt zij te betekenen dat de renteschuldige het recht zou hebben de uitbetaling van de rentetermijnen te schorsen zodra de vordering tot ontzetting is ingesteld.

Het verslag zegt daar niets over, maar het is niet goed voorstelbaar dat de Commissie voornemens zou zijn aan het instellen van de vordering tot ontzetting een zo uitzonderlijk provisioneel gevolg te verbinden. Aangenomen mag worden dat zij gewoon het gemeenrechtelijk gevolg van het vonnis dat de ontzetting uitspreekt heeft willen bevestigen.

Aangezien de Commissie voorts de datum waarop de vordering wordt ingesteld als uitgangspunt blijkt te nemen voor de gevolgen van het te niet gaan van het recht van de langstlevende echtgenoot, lijkt het wenselijk dat de tekst duidelijk zou stellen dat dit ook zo zal zijn wanneer het vruchtgebruik niet in een lijfrente is omgezet. In de voorgestelde tekst wordt met deze opmerking rekening gehouden.

.../...

Op grond van de vorenstaande opmerkingen en met inachtneming van enkele aanpassingen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor artikel 7 :

"Artikel 7.-

In boek III, titel I, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt ingevoegd een afdeling IV, omvattende de artikelen 745bis tot 745septies :

"Afdeling IV. De rechten van de langstlevende echtgenoot.

Artikel 745bis. § 1. De wet kent alleen aan de echtgenoot die niet uit de echt of van tafel en bed gescheiden is erfrecht toe.

§ 2. Wanneer de overledene wettige afstammelingen, natuurlijke of geadopteerde kinderen of wettige afstammelingen van dezen nalaat, wordt aan de langstlevende echtgenoot het vruchtgebruik van de gehele nalatenschap toegekend.

Wanneer de overledene andere erfgerechtigden nalaat, verkrijgt de langstlevende echtgenoot, in volle eigendom, het deel van de vooroverleden echtgenoot in het gemeenschappelijk vermogen en het vruchtgebruik van het eigen vermogen van de overledene.

Wanneer de overledene geen enkele erfgerechtigde nalaat, verkrijgt de langstlevende echtgenoot de gehele nalatenschap in volle eigendom.

.../...

§ 3. Behoudens andersluidende beschikking van de schenker of van de erflater heeft de langstlevende echtgenoot bovendien het vruchtgebruik van de goederen onderworpen aan de wettelijke terugkeer waarin artikel 366, § 1, 2, artikel 747 en artikel 766 voorzien.

In dat geval mag artikel 745ter niet worden toegepast tenzij op vordering van degene die het recht van wettelijke terugkeer heeft.

Artikel 745ter. § 1. Wanneer de langstlevende echtgenoot samen met wettige afstammelingen, natuurlijke of geadopteerde kinderen of wettige afstammelingen van dezen tot de nalatenschap komt, kan de omzetting van het vruchtgebruik van een of meer goederen, hetzij in een recht van volle eigendom, in natura of in geld, hetzij in een gewaarborgde en geïndexeerde lijfrente worden gevorderd door hemzelf of door een afstammeling.

Bij gebreke van overeenstemming wordt de zaak bij de rechter aanhangig gemaakt op verzoekschrift van een der partijen; de andere partijen worden in het geding geroepen bij gerechtsbrief.

Indien de rechter de vordering geheel of ten dele toewijst, bepaalt hij de wijze van omzetting door in voorkomend geval de verdeling of de verkoop van de volle eigendom van het geheel of van een gedeelte der met vruchtgebruik bezwaarde goederen te gelasten, zelfs indien er ter zake van dat recht geen onverdeeldheid bestaat, tenzij hij verkiest de partijen naar een notaris te verwijzen om de omzetting te laten plaatshebben volgens de procedure omschreven in de artikelen 1207 tot 1225 van het Gerechtelijk Wetboek.

.../...

§ 2. Wanneer de langstlevende echtgenoot niet samen met wettige afstammelingen, natuurlijke of geadopteerde kinderen of wettige afstammelingen van dezen tot de nalatenschap komt, staat de rechter de omzetting van het recht van vruchtgebruik van de echtgenoot voor een of meer goederen toe indien deze het vraagt binnen een termijn van vijf jaar; na verloop van die termijn staat de zaak ter beoordeling van de rechter.

De rechter bepaalt de wijze van omzetting overeenkomstig paragraaf 1.

Hij kan de omzetting weigeren wanneer deze de belangen van een onderneming of van een beroepsarbeid ernstig zou schaden.

Buiten het geval bedoeld in artikel 745quater kan de rechter een vordering tot omzetting ingesteld door de in deze paragraaf bedoelde erfgenamen toewijzen indien hij dat billijk acht wegens uitzonderlijke omstandigheden die eigen zijn aan de zaak.

Artikel 745quater. § 1. De langstlevende echtgenoot heeft in ieder geval een recht van vruchtgebruik op het onroerend goed dat bij het openvallen van de nalatenschap het gezin tot voornaamste woning diende, en op het daarin aanwezige huisraad.

In geval van feitelijke scheiding gaat dat vruchtgebruik over op het goed waarin de echtgenoten hun laatste echtelijke verblijfplaats hadden gevestigd en op het daarin aanwezige huisraad, voor zover de echtgenoot er is blijven wonen of kan aantonen dat hij er tegen zijn wil niet is kunnen blijven wonen, en de overgang van het vruchtgebruik billijk is.

.../...

§ 2. Buiten het geval bedoeld in artikel 745septies, § 1, kan aan de langstlevende echtgenoot door de overledene niet het recht worden ontzegd om de omzetting van het in paragraaf 1 bedoelde vruchtgebruik te vorderen. Tot die omzetting kan niet worden beslist zonder de instemming van de langstlevende echtgenoot.

§ 3. Wanneer de langstlevende echtgenoot niet samen met wettige afstammelingen, natuurlijke of geadopteerde kinderen of wettige afstammelingen van dezen tot de nalatenschap komt, kan hij, niettegenstaande enige andersluidende beschikking van de overledene, zich in volle eigendom het geheel van de in paragraaf 1 bedoelde goederen doen toebedelen, met opleg indien daartoe grond bestaat.

De rechter kan die toebedeling (echter) weigeren wanneer deze de belangen van een onderneming of van een beroepsarbeid ernstig zou schaden.

Artikel 745quinquies. § 1. Het recht om de omzetting van het vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot of de toebedeling aan deze van de goederen bedoeld in artikel 745quater te vorderen, geldt voor elk erfrechtelijk vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot, ongeacht of het krachtens de wet, bij testament dan wel bij contractuele erfstelling verkregen is.

Dat recht is persoonlijk en niet vatbaar voor overdracht. Het kan niet worden uitgeoefend door de schuldeisers van de rechthebbende.

.../...

Aan afstammelingen uit een vorig huwelijk van de vooroverleden echtgenoot kan door deze laatste het recht om de omzetting van het vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot te vorderen niet worden ontnomen.

§ 2. Ingeval de langstlevende echtgenoot tot de nalatenschap komt met afstammelingen uit een vorig huwelijk, kan de omzetting van zijn vruchtgebruik niet tot gevolg hebben dat hij meer dan een derde in volle eigendom van de om te zetten goederen verkrijgt.

Artikel 745sexies. § 1. Het erfrechtelijk vruchtgebruik wordt gewaardeerd op de dag van de omzetting. Hierbij wordt, naar gelang van de omstandigheden, onder meer rekening gehouden met de waarde en de opbrengst van het goed, met de eraan verbonden lasten en met de vermoedelijke levensduur van de vruchtgebruiker.

§ 2. Noch de omzetting van het vruchtgebruik, noch de toebedeling van de in artikel 745quater bedoelde goederen hebben terugwerkende kracht.

§ 3. Wanneer er een schuld bestaat en het vruchtgebruik wordt omgezet in een recht in volle eigendom, of wanneer de goederen waarop het vruchtgebruik slaat aan de langstlevende echtgenoot worden toebedeeld, is deze aan de blote eigenaars verschuldigd wat hij na de omzetting of na de toebedeling aan rente zou hebben moeten betalen volgens de regels van artikel 612 en met inachtneming van zijn vermoedelijke levensduur.

.../...

Wordt het vruchtgebruik omgezet in een lijfrente, dan wordt de door de vruchtgebruiker verschuldigde rente afgetrokken van de rentetermijnen van de lijfrente.

§ 4. Niettegenstaande enige andersluidende beschikking van de overledene kan de erfgenaam (of "degene") die de blote eigendom verkrijgt, eisen dat de artikelen 600 tot 603 toegepast worden; bij gebreke van borgstelling door de vruchtgebruiker kan hij eisen dat de effecten aan toonder worden omgezet in effecten op naam, of op een gemeenschappelijke bankrekening worden gedeponeerd, naar keuze van de langstlevende echtgenoot.

Artikel 745septies. De langstlevende echtgenoot kan geheel of gedeeltelijk van zijn erfrecht worden uitgesloten of vervallen verklaard :

1. indien hij geheel of gedeeltelijk van de ouderlijke macht ontzet wordt;

2. indien hij wegens kennelijk wangedrag uitgesloten of ontzet wordt van de voogdij over de kinderen uit zijn huwelijk met de overledene.

De vordering wordt ingesteld door de afstammelingen. Zijn deze minderjarig, dan wordt zij ingesteld door hun wettelijke vertegenwoordiger of door de persoon die door de jeugdrechtbank wordt aangesteld overeenkomstig artikel 34 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. Zij moet worden ingesteld, binnen een jaar hetzij na het openvallen van de nalatenschap, hetzij na de ontzetting van de ouderlijke macht of na de uitsluiting of de ontzetting van de voogdij.

.../...

Het vonnis heeft gevolg met ingang van de datum waarop de vordering is ingesteld.

Wanneer het vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot in een recht in volle eigendom omgezet is of wanneer hem goederen bedoeld in artikel 745quater toebedeeld zijn, geeft de vervallenverklaring, de uitsluiting of de ontzetting aanleiding tot vergoeding. Het bedrag van die vergoeding wordt door de rechtbank vastgesteld en is evenredig aan de waarde van het vruchtgebruik met inachtneming van de vermoedelijke levensduur van de vruchtgebruiker op het tijdstip van het instellen van de vordering.

Wanneer het vruchtgebruik in een lijfrente omgezet is, heeft het vonnis gevolg met ingang van de datum waarop de vordering is ingesteld".

Artikel 11.

Indien wordt ingegaan op het voorstel dat hierna zal worden gedaan in verband met de nummering van de artikelen die afdeling II vormen, behoren de verwijzingen in het ontworpen artikel 758, tweede lid, daaraan aangepast te worden en moet dus worden gelezen : "De artikelen 770, 771, 772 en 773 zijn van toepassing ...".

Artikelen 12 tot 19.

Bij deze bepalingen rijzen een aantal juridische en wetgevingstechnische moeilijkheden die onderling nauw verwant zijn en gelijktijdig onderzocht dienen te worden.

.../...

1. Artikel 18 van het door de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurde ontwerp hief artikel 771 van het Burgerlijk Wetboek op. In het ontwerp dat de Senaatscommissie heeft goedgekeurd is die opheffing niet overgenomen. Onder artikel 17, dat overeenkomt met het genoemde artikel 18, staat immers : "Vervalt". Volgens de Commissie zou artikel 771 dus moeten behouden blijven (zie het ontwerp-verslag, blz. A.14).

Die zienswijze lijkt niet overeen te brengen met de opzet van het ontwerp. Over de rechten van de langstlevende echtgenoot zal immers worden gehandeld in een afdeling IV van hoofdstuk III (artikel 7 van het ontwerp) en niet meer onder hoofdstuk IV : "Onregelmatige erfopvolging". Waarom zouden voor de langstlevende echtgenoot verplichtingen gelden waaraan de andere in hoofdstuk III bedoelde erfgerechtigden niet onderworpen zijn ?

Door de werking van het ontworpen artikel 758 zal de regel van artikel 771 weliswaar blijven gelden voor het natuurlijk kind, "geroepen bij gebreke van bloedverwanten", zoals thans het geval is krachtens artikel 773. Als dat echter de enige reden is voor het in stand houden van artikel 771 - dat overigens niet meer op zijn plaats zou zijn in afdeling II, die handelt over de rechten van de Staat - zou daarvan een specifiek artikel moeten worden gemaakt dat het nummer 767 zou kunnen krijgen, en aan het einde van afdeling I zou komen, onmiddellijk vóór afdeling II; de verwijzingen in artikel 758 behoren dan dienovereenkomstig te worden aangepast. Hierna zal een tekst in die zin worden voorgesteld.

.../...

2. Indien het ontwerp van wet op de afstamming en het onderhavige ontwerp worden aangenomen, zal het waarschijnlijk noodzakelijk zijn de artikelen in titel I van boek III van het Burgerlijk Wetboek te vernummeren. Met het oog daarop verdient het aanbeveling zoveel mogelijk nummers van artikelen open te laten vóór afdeling II, die over de rechten van de Staat handelt.

Derhalve worden de volgende teksten voorgesteld :

"Artikel 12.-

Artikel 767 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 20 november 1896, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het natuurlijk kind, geroepen bij gebreke van bloedverwanten, is gehouden de roerende goederen te beleggen, of een voldoende borg te stellen ten einde de teruggave daarvan te verzekeren, ingeval erfgenamen van de overledene zich binnen drie jaren mochten aanmelden; na die termijn is de borg bevrijd".

Artikel 13.-

De artikelen 768 en 769 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Artikel 14.-

In boek III, titel I, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt ingevoegd een afdeling II, omvattende de als volgt gewijzigde artikelen 770, 771, 772 en 773 :

.../...

"Afdeling II. Rechten van de Staat.

Artikel 770 (artikel 14 van het ontwerp). Bij gebreke van enige erfgerechtigde vervalt de nalatenschap aan de Staat, onverminderd artikel 104 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Artikel 771 (artikel 15 van het ontwerp). Wanneer de Staat aanspraak maakt op de nalatenschap, is hij gehouden deze te doen verzegelen en een boedelbeschrijving te doen opmaken in de vorm die is voorgeschreven voor de aanvaarding van nalatenschappen onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Artikel 772 (artikel 16 van het ontwerp). De Staat moet de inbezitstelling vragen bij de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waarbinnen de erfenis is opengevallen. De rechtbank doet uitspraak na drie bekendmakingen en aanplakkingen in de gebruikelijke vorm, en na de procureur des Konings te hebben gehoord.

Artikel 773 (artikelen 18 en 19 van het ontwerp). Indien de Staat de voorgeschreven formaliteiten niet heeft vervuld, kan hij worden veroordeeld tot schadevergoeding aan de erfgenamen die zich mochten aanmelden".

.../...

Artikel 20 (dat 15 wordt).

In dit artikel zal de verwijzing naar artikel 915bis moeten worden vervangen door een verwijzing naar artikel 745quater als de Commissie ingaat op het voorstel dat de Raad van State bij artikel 7 heeft gedaan.

Artikel 21 (dat 16 wordt).

Het eerste lid van het ontworpen artikel 858 bepaalt :

"De erfgerechtigde aan wie een gift is gedaan (sic) die vatbaar is voor inbreng door mindere ontvangst, bevrijdt zich tegenover de langstlevende echtgenoot, die op de geschonken of vermaakte goederen (sic) een recht van vruchtgebruik bezit, door hem een geïndexeerde en herzienbare rente te betalen op de waarde van de in te brengen goederen rentevoet op verzoekschrift door de vrederechter, of door de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is".

Deze tekst bepaalt dat de rente waardoor de erfgerechtigde zich tegenover de langstlevende echtgenoot kan bevrijden, "geïndexeerd en herzienbaar" is.

Wat volgens het verslag voor herziening vatbaar is lijkt de rentevoet te zijn volgens welke de rente is berekend. In dat geval zou het gaan om een maatstaf van een andere aard

.../...

dan de indexering, die daarmee bezwaarlijk verenigbaar is. Het ware wenselijk de bedoeling van de Commissie nauwkeuriger tot uiting te brengen.

Voor het overige zijn de woorden "op de waarde van de in te brengen goederen" dubbelzinnig. Gelet op wat de Commissie vermoedelijk bedoelt, zou het aanbeveling verdienen te lezen : "op de in te brengen waarde van die goederen".

Het tweede lid bepaalt : "De langstlevende echtgenoot aan wie een gift is gedaan, die vatbaar is voor inbreng door mindere ontvangst en die op de geschonken of vermaakte goederen een recht van vruchtgebruik bezit, behoudt het vruchtgebruik van de in te brengen goederen zonder borg te stellen en brengt in natura de blote eigendom van die goederen in".

In deze tekst komt niet duidelijk tot uiting wat de Commissie bedoelt. Moet worden verstaan dat zij, door een inbreng in natura van de blote eigendom van de goederen te eisen, de normale regels inzake inbreng voor dit bepaalde geval impliciet heeft willen wijzigen ?

Is dat niet het geval, dan is het eisen van inbreng in natura van de blote eigendom niet overeen te brengen met die regel. Het ontwerp-verslag van de Commissie brengt de oplossing niet naderbij.

.../...

Artikel 22.

A. Opmerkingen bij paragraaf 1 van het ontworpen artikel 915bis.

1. Voorwaarden waaraan de langstlevende echtgenoot moet voldoen om het voorbehouden gedeelte te verkrijgen.

a) Ofschoon de tekst van het ontwerp dat voorbehouden gedeelte zonder enige beperking aan de echtgenoot toekent, staat het vast dat er geen voorbehouden gedeelte zou bestaan voor een uit de echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot die immers geen erfgenaam is (artikel 7 van het ontwerp en uitvoeriger bepaling door de Raad voorgesteld).

b) Het ontwerp bepaalt ook, maar in artikel 745quater, dat de rechten waarin artikel 915bis voorziet, aan de echtgenoot kunnen worden ontnomen in een overeenkomst die voorafgaat aan de echtscheiding of aan de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, en dat de rechten waarin artikel 915bis, § 1, voorziet, hem bij testament kunnen worden ontnomen, maar alleen ingeval de echtgenoten meer dan zes maanden gescheiden leefden en in een gerechtelijke akte een afzonderlijk verblijf is gevorderd (artikel 745quater, § 2, van het ontwerp - artikel 745septies van de door de Raad voorgestelde tekst).

c) Ten slotte voorziet artikel 745quater van het ontwerp van de Senaatscommissie ook in de uitsluiting of de vervallenverklaring van de rechten bedoeld in de diverse bepalingen van artikel 915bis in geval van ontzetting van de ouderlijke macht of van de voogdij (bepaling overgenomen in de tekst die de Raad heeft voorgesteld voor artikel 745septies, § 2, met betrekking tot het "erfrecht"). Maar het stelt de vordering tot vervallenverklaring of uitsluiting alleen open voor de afstammelingen. In geval van vermindering op grond

.../...

van artikel 915bis zullen degenen die het beschikbaar gedeelte geheel of gedeeltelijk hebben verkregen, een evenredig deel van het voorbehouden gedeelte in vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot kunnen hebben gedragen (artikel 915bis, § 3); zou derhalve, voor zover er afstammelingen zijn (grondvoorwaarde voor vervallenverklaring of uitsluiting), ook niet aan derden die het voorbehouden gedeelte ontvangen, de gelegenheid moeten worden geboden om een vordering in te stellen, aangezien zij voor hun deel voordeel zullen halen uit die vervallenverklaring of uitsluiting ? Zo ja, dan zou de voor artikel 745 septies voorgestelde tekst moeten worden aangevuld.

2. Hoegrootheid van het voorbehouden gedeelte van de echtgenoot.

Het door paragraaf 1 ingestelde voorbehouden gedeelte bestaat in het vruchtgebruik van de helft van de goederen van de nalatenschap, zo de echtgenoot opkomt met een kind (of met "andere erfgenamen dan afstammelingen"), van een derde zo hij met twee, en van een vierde zo hij met meer dan twee kinderen opkomt.

Doch anders dan in artikel 745bis, § 1, voor de gewone rechten van de echtgenoot, treft artikel 915bis geen regeling voor het geval dat de echtgenoot tot de nalatenschap komt samen met een geadopteerd kind, met een natuurlijk kind of met wettelijke afstammelingen van zodanige kinderen. De tekst die hierna wordt voorgesteld, gaat in dat opzicht uit van het genoemde artikel 745bis, § 1, en verwijst, wat de afstammelingen betreft, naar artikel 914.

De artikelen 913, 915 en 916 bepalen het voorbehouden gedeelte door vaststelling van het beschikbaar gedeelte. Ongetwijfeld zou het ook, zoals het verslag van de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zegt, positief kunnen worden bepaald; de genoemde Commissie heeft daarvoor een

.../...

formule voorgesteld die door de Kamer en vervolgens door de Senaatcommissie, aangenomen is (Kamer, zitting 1974-1975, Gedr. St. 298, nr 6, blz. 24). Het is echter geraden met een eenvormige redactie te werken voor teksten die eenzelfde grondregel moeten stellen, namelijk met de redactie die gebruikt is in de artikelen 913, 915 en 916 van het Burgerlijk Wetboek, en overigens door beide Commissies gevolgd is bij het redigeren van het gewijzigde artikel 916 (artikel 23 van het ontwerp en artikel 24 van de tekst van de Kamer).

3. Grondslag voor het berekenen van het voorbehouden gedeelte van de echtgenoot.

Ofschoon de tekst van het ontwerp die grondslag niet opgeeft, lijkt die dezelfde te zijn als voor de andere voorbehouden gedeelten, met name die van de afstammelingen (waarop het voorbehouden vruchtgebruik sloeg in het ontwerp van de Kamer). Van de artikelen 920 en volgende, die betrekking hebben op de inkorting van de giften, zou dus artikel 922 het toepasselijke artikel zijn, dat de masse zou bepalen voor het berekenen van het beschikbaar gedeelte door aan de bij het overlijden aanwezige goederen alle onder de levenden geschonken goederen toe te voegen (zie, in die zin de verklaring van de heer BAERT in de vergadering van de Kamer van 10 februari 1976, Hand. blz. 2049, kol. 2).

Tot die masse behoren niet de goederen die bij het overlijden deel uitmaken van anomale nalatenschappen. Anders dan in het huidige artikel 756, II, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, dat het vruchtgebruik van de echtgenoot niet tot die goederen uitbreidt, bepaalt het ontwerp dat het vruchtgebruik zal slaan op de goederen die deel uitmaken van anomale nalatenschappen, behoudens andersluidende beschikking van de schenker of de erflater (artikel 745bis, § 4). Doch die laatste regel stelt het ontwerp alleen voor het erfrecht zelf en niet voor het voorbehouden gedeelte. De vraag kan worden

.../...

gesteld of het opportuun zou zijn, alleen om die reden en ondanks de verwikkelingen die eruit kunnen volgen, de goederen die deel uitmaken van een anomale nalatenschap op te nemen in de grondslag voor het berekenen van het voorbehouden gedeelte van de echtgenoot en zodoende voor dat voorbehouden gedeelte een andere berekeningsgrondslag vast te stellen dan voor de andere voorbehouden gedeelten.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld voor artikel 915bis, § 1 :

"§ 1. Giften gedaan hetzij bij akten onder de levenden, hetzij bij testament mogen, ten nadele van de echtgenoot die de overledene als erfgenaam achterlaat, niet meer bedragen dan het vruchtgebruik van de helft van de goederen van de beschikker indien hij bij zijn overlijden slechts een kind achterlaat, van een derde indien hij twee kinderen achterlaat, en van een vierde indien hij meer dan twee kinderen achterlaat. Onder de naam kinderen worden begrepen de wettige, de geadopteerde en de natuurlijke kinderen en hun wettige afstammelingen, welke laatste worden gerekend zoals bepaald is in artikel 914.

Dat vruchtgebruik bedraagt de helft ingeval de overledene geen afstammeling als erfgenaam achterlaat.

Het testament waarbij aan de langstlevende echtgenoot rechten als bedoeld in het eerste en het tweede lid worden ontnomen, heeft dat gevolg slechts indien de echtgenoten op de dag van het overlijden sedert meer dan zes maanden gescheiden waren, indien de erflater bij hoofdvordering of bij tegenvordering een afzonderlijk verblijf had gevorderd en indien de echtgenoten sedert die vordering het samenleven niet hadden hervat".

.../...

B. Opmerking bij paragraaf 2 van het ontworpen artikel 915bis :

Kenmerkend voor het voorbehouden gedeelte dat ingesteld is in het ontworpen artikel 915bis, § 2, is dat het alleen denkbaar is als het bewuste onroerend goed en het daarin aanwezige huisraad tot de nalatenschap van de overledene behoren. Het bestaat dus niet ten aanzien van een schenking van dat onroerend goed onder de levenden welke de overledene mocht hebben gedaan (overigens met de instemming van zijn echtgenoot, krachtens het nieuwe artikel 215 van het Burgerlijk Wetboek). Het zal daarentegen een beschikking bij testament over zodanige goederen wel in de weg staan, zelfs indien het vruchtgebruik van die goederen het in § 1 bedoelde voorbehouden gedeelte in waarde overtreft.

Krachtens het ontworpen artikel 915bis, § 2, derde lid, moet dat vruchtgebruik worden aangerekend op het voorbehouden gedeelte waarin paragraaf 1 voorziet, zonder beperking van de rechten die het vorige lid aan de echtgenoot toekent.

C. Opmerking bij paragraaf 3 van het ontworpen artikel 915bis :

Het voorbehouden gedeelte in vruchtgebruik, of het nu dat van paragraaf 1 is dan wel dit laatste overschrijdt op grond van paragraaf 2, wordt naar evenredigheid uitgeoefend op het voorbehouden gedeelte van de andere erfgenamen en op het beschikbaar gedeelte, zodat het zowel het ene als het andere kleiner maakt maar toch nog enig beschikbaar gedeelte overlaat.

Het Commissieverslag geeft daarbij, na te hebben opgemerkt dat, indien er alleen de gezinswoning en het huisraad is, alles onder toepassing van paragraaf 2 valt en zich nooit een probleem van toerekening stelt, een aantal voorbeelden waarvan de oplossingen niet volledig zijn (blz. A. 19).

.../...

Indien er één kind was, zou zijn voorbehouden gedeelte 1/2 zijn en zou het beschikbaar gedeelte belast zijn met 1/2; 1/4 zou dus beschikbaar blijven. In werkelijkheid moet worden verstaan 1/4 in volle eigendom plus 1/4 in blote eigendom (bezwaard met 1/2 van 1/2 in vruchtgebruik van de echtgenoot, hetzij met 1/4 in vruchtgebruik), zowel voor het beschikbaar gedeelte als voor het voorbehouden gedeelte van het enig kind.

Zo is ook, indien er twee kinderen zijn, het beschikbaar gedeelte niet 2/9. Het voorbehouden gedeelte van de echtgenoot - 1/3, dat is 3/9 in vruchtgebruik - slaat voor 1/3, dat is 1/9 in vruchtgebruik, op het beschikbaar gedeelte (dat dus 2/9 in volle eigendom plus 1/9 in blote eigendom zal zijn, zoals het voorbehouden gedeelte van elk van de twee kinderen).

Voor het geval dat er drie kinderen zijn, zegt het verslag verkeerdelijk : "zo is de reserve van de langstlevende echtgenoot een vierde. De kinderen bekomen dus 3/4 herleid met 1/4 of 12/16 herleid met 3/16, blijft dus 9/16. Het beschikbaar deel wordt dan 1/4 of 4/16 verminderd met 1/16 of 3/16". In werkelijkheid slaat het voorbehouden gedeelte van 1/4 in vruchtgebruik van de echtgenoot voor 1/4, dat is 1/16 in vruchtgebruik, op het beschikbaar gedeelte van 1/4 of 4/16, dat dus zal beperkt zijn tot 3/16 in volle eigendom plus 1/16 in blote eigendom; dat zal ook het geval zijn met het voorbehouden gedeelte van 1/4 van elk kind, hetwelk ook voor elk kind beperkt zal zijn tot 3/16 in volle eigendom plus 1/16 in blote eigendom.

Voor de paragrafen 2 en 3 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2.- Het vruchtgebruik bedoeld in artikel 745quater, § 1, kan aan de langstlevende echtgenoot niet worden ontnomen.

.../...

Dat vruchtgebruik moet worden aangerekend op het voorbehouden gedeelte bedoeld in paragraaf 1, zonder aantasting van de rechten toegekend in het eerste lid.

§ 3.- De rechten van vruchtgebruik bedoeld in paragraaf 1 en in paragraaf 2 worden naar evenredigheid uitgeoefend op het voorbehouden gedeelte van de medeërfgenamen en op het beschikbaar gedeelte".

Artikel 23 (dat 18 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 916 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :".

Artikel 24 (dat 19 wordt).

Volgens deze bepaling zou artikel 1094, eerste lid van het Burgerlijk Wetboek als volgt gaan luiden :

"Voor het geval dat hij hetzij wettige afstammelingen, hetzij natuurlijke of geadopteerde kinderen of wettige afstammelingen van dezen zou achterlaten, (mag een echtgenoot) ten voordele van de andere echtgenoot beschikken over het beschikbaar gedeelte bepaald in artikel 913 van het Burgerlijk Wetboek, onverminderd de rechten in vruchtgebruik aan de langstlevende echtgenoot toegekend in artikel 745bis en 915bis".

Dit laatste zinsdeel is dubbelzinnig. Brengt het gewoon in herinnering dat het legaat of de schenking aan de langstlevende echtgenoot van het beschikbaar gedeelte bepaald in artikel 913, niet verhindert dat die echtgenoot voorts de rechten in

.../...

vruchtgebruik verkrijgt die hem elders zijn toegekend ? Of is de bedoeling als beginsel te stellen dat het gewone beschikbaar gedeelte, samengevoegd met het erfrecht van de echtgenoot, een bijzonder beschikbaar gedeelte ten voordele van die echtgenoot vormt ?

Allereerst dient te worden nagegaan of de parlementaire voorbereiding hier geen uitsluitsel geeft.

1.De tekst is volkomen vreemd aan het wetsontwerp dat de Regering op 17 februari 1969 bij de Senaat ingediend heeft (Senaat, 1968-1969, Gedr. St. 200). Dat ontwerp beperkte zich tot het vaststellen van een groter bijzonder gedeelte dat, voor de giften door de overledene aan zijn echtgenoot gedaan, zou hebben bestaan in het gewoon beschikbaar gedeelte en het vruchtgebruik van het aan de afstammelingen voorbehouden erfdeel of de blote eigendom van het erfdeel voorbehouden aan de bloedverwanten in de opgaande lijn (artikel 11, blz. 22). Dat is volgens de memorie van toelichting, wat de echtgenoot zou kunnen verkrijgen "door schenking of bij testament", met als beperking een omzetting die zou slaan op het geschonken of vermaakte vruchtgebruik onder dezelfde omstandigheden als op het erfrechtelijk vruchtgebruik bij versterf, maar natuurlijk niet op de gift in volle eigendom die de echtgenoot mocht verkrijgen krachtens een schenking of een testament (blz. 12 en 13).

2. In het op 24 oktober 1973 neergelegde verslag van de Commissie voor de Justitie van de Senaat (zitting 1973-74, Gedr. St. 30) treft men de besproken termen voor het eerst aan in de voor artikel 23 voorgestelde tekst. Dat artikel 23 verving het tweede lid van artikel 1094 (waarvan het eerste lid het voorbehouden gedeelte van de bloedverwant in de opgaande lijn ten opzichte van de giften aan de echtgenoot afschafte) door de volgende tekst (blz. 43) :

.../...

"Wanneer zij wettige kinderen of afstammelingen of natuurlijke kinderen achterlaten, mogen zij (de echtgenoten) op dezelfde wijze, de een ten voordele van de ander, beschikken over het beschikbaar gedeelte bepaald in artikel 913, onverminderd de rechten in vruchtgebruik aan de langstlevende echtgenoot toegekend in de titel "Erfenissen".

Er moge aan herinnerd worden dat het ontwerp van de Commissie aan de echtgenoot een vruchtgebruik bij versterf van alle goederen toekende wanneer hij samen met afstammelingen tot de nalatenschap kwam, behalve wanneer een van die afstammelingen een kind uit een vorig huwelijk van de overledene was, in welk geval de echtgenoot, naar keuze, de helft in vruchtgebruik of een vierde in volle eigendom verkreeg (artikel 745bis, § 3, blz. 40). Bedoeld werd ook het bijzonder beschikbaar gedeelte waarin het Burgerlijk Wetboek voor de giften aan de echtgenoot voorzag, te verhogen, maar dat werd langs een andere weg verwezenlijkt.

Het verslag geeft commentaar op de zienswijze waarvan de Commissie is uitgegaan (blz. 20 en 21). Na te hebben verklaard dat het voorbehouden gedeelte, toekomende aan de ascendenten, vervalt ten aanzien van de giften aan de echtgenoot (maar voor het overige blijft bestaan), geeft het verslag (onder nr. 2) een uiteenzetting van de huidige toestand, waarin artikel 1094, tweede lid, voorziet in een bijzonder beschikbaar gedeelte dat vaak lager is dan het gewone ; het verslag vervolgt : "Vele leden stellen vast dat de overlevende echtgenoot minstens evenveel moet kunnen ontvangen als andere legatarissen of begiftigden en dat er geen enkele reden meer bestaat om een bijzonder beschikbaar gedeelte in te richten", zelfs indien er een afstammeling uit een vorig huwelijk is (vandaar de opheffing van artikel 1098); het verslag zegt nog (blz. 21) :

.../...

"Er valt echter op te merken dat het nieuwe artikel 1094 van het Burgerlijk Wetboek het samenvoegen van het erfelijk vruchtgebruik met het gewone beschikbare gedeelte toelaat (algemeen vruchtgebruik en toekenning van het gewone beschikbare gedeelte in naakte eigendom)".

Hierna zal blijken dat het in werkelijkheid niet gaat om het samenvoegen van beschikbare gedeelten.

Het verslag geeft dan een voorbeeld met cijfers :

"Ingeval van bestaan van voorkinderen, is het erfrecht van de overlevende echtgenoot geringer (een vierde in volle eigendom of de helft in vruchtgebruik in het toenmalige ontwerp). In dat geval mag ten voordele van de overlevende echtgenoot, ter aanvulling van het erfrechtelijke deel, beschikt worden tot beloop van het gewoon beschikbaar gedeelte. Aldus, in het geval er slechts één voorkind is, bedraagt het erfrechtelijk deel van de overlevende echgenoot een vierde in volle eigendom. Het gewone beschikbare gedeelte is de helft in volle eigendom. De aanvulling zal aldus het verschil bedragen tussen een vierde en de helft in volle eigendom van de erfenis. Wanneer optie genomen werd voor het erfrechtelijk deel dit is voor de helft in vruchtgebruik, dan zal het beschikbaar aandeel voor de overlevende echtgenoot - aldus aangevuld - de helft in naakte eigendom bedragen" (blz. 21).

Bij nader toezien lijkt dit voorbeeld het tegenovergestelde te zijn van een "samenvoeging" van "rechten" van verschillende aard. Als er samenvoeging was, zou men moeten stellen :

.../...

Beschikbaar gedeelte van de echtgenoot :	1/2 V.E.	of	1/2 V.E.
Erfrecht bij versterf :	+ 1/4 V.E.		+ 1/2 Vr.
Totaal	3/4 V.E.		1/2 V.E. + 1/2 Vr.
Gift	- 1/4 V.E.		- 1/4 Vr.
			1/2 Bl.E. + 1/2 Vr
Giften nog mogelijk	1/2 V.E.		

In plaats van het gedeelte van artikel 1094 toe te voegen aan het erfrecht bij versterf in vruchtgebruik, redeneert het verslag als volgt :

Beschikbaar	1/2 V.E.	1/2 V.E.
Erfrechtelijk Vruchtgebruik	- 1/4 V.E.	- 1/2 Vr.
Giften nog mogelijk	1/4 V.E.	1/2 Bl. E.

Het is begrijpelijk dat het studiecomité wetgeving van de Federatie van Notarissen in zijn vergadering van 1 december 1973, naar aanleiding van het onderzoek van het op 21 november 1973 door de Kamer aangenomen ontwerp, ten aanzien van de vragen welke het aangehaalde voorbeeld doet rijzen als zijn mening te kennen heeft gegeven :

.../...

"Sur l'article 23 :

a) ...

b) le législateur doit préciser si le phrase "Sans préjudice des droits en usufruit ..." implique que ces droits en usufruit ne s'imputent pas sur la quotité disponible mais au contraire pourront s'y ajouter".

Volgens het voorbeeld van het verslag zou deze vraag in negatieve zin moeten worden opgelost (zij is samen met andere opmerkingen van het comité overgezonden aan de Commissie van de Kamer ("Travaux C.E.L.", 1974, blz. 97 en 98). Het opgegeven voorbeeld rekent het recht bij versterf immers aan op het beschikbaar gedeelte - het vermindert het ermee - voor de giften die men zou willen doen.

In een studie, verschenen in "Recueil général de l'enregistrement", april 1974, over het door de Kamer aangenomen ontwerp (blz. 129 tot 146, nr. 21.783), schrijft P. Stiénon echter (nr. 10) in verband met het beschikbaar gedeelte :

"S'ils laissent des enfants, les époux pourront disposer l'un en faveur de l'autre, de la nue-propriété de la quotité disponible ordinaire, celle de l'article 913 variable selon le nombre d'enfants. Ainsi, ceux-ci n'auraient plus, le cas échéant, que la nue-propriété de leur réserve. Par exemple, s'il y a trois enfants, le conjoint survivant qui a l'usufruit de toute la succession, peut encore recevoir, par donation ou testament, un quart en nue-propriété de sorte qu'il aura un quart en pleine propriété et trois quarts en usufruit".

Over dat geval van toepassing, waarop nog zal worden teruggekomen, en dat ongetwijfeld de aandacht van de wetgever gaande zal hebben gemaakt, is echter geen enkele opmerking ge-

.../...

maakt door hen die het ontwerp in de Kamer en vervolgens opnieuw in de Senaat behandeld hebben, evenmin trouwens als over de vraag die door het studiecomité van de Federatie van Notarissen is opgeworpen.

3. In het verslag van de Commissie voor de Justitie van de Kamer wijst de verslaggever BAERT er in verband met artikel 23 (dat artikel 25 van de tekst van de Commissie zou worden) op, dat hij zich tot een vormwijziging heeft beperkt, opdat rekening wordt gehouden met de geadopteerde kinderen en met de afstammelingen van natuurlijke kinderen, ter wille van de overeenstemming met artikel 745bis (Kamer 1974-1975, Gedr. St. 298-6, blz. 24), terwijl voorts dezelfde bewoordingen worden gebruikt als die welke in het ontwerp van de Senaat verduidelijking behoefden.

Het verslag vermeldt nochtans dat Mevrouw RYCKMANS een amendement - "van zuiver technische aard", aldus het verslag - had ingediend, dat zij heeft ingetrokken omdat de verslaggever een nieuwe tekst had opgemaakt (blz. 24 van hetzelfde Gedr. St.). Dat amendement (Gedr. St. 298-2) beperkte zich ertoe in het tweede lid dat het voorstelde voor het nieuwe artikel 1094 te bepalen :

"En voor het geval dat de echtgenoot die de schenking doet, kinderen of afstammelingen achterlaat, mag hij ten voordele van de andere echtgenoot beschikken over alles waarover hij ten voordele van een vreemde zou mogen beschikken".

Mevrouw RYCKMANS verantwoordde dit voorstel als volgt : "... stellen wij voor het beschikbare gedeelte van de langstlevende echtgenoot op één lijn te plaatsen met het beschikbare gedeelte ten voordele van vreemden, en zulks naar evenredigheid

.../...

van het aantal kinderen dat de overledene heeft achtergelaten, zonder nog langer een onderscheid te maken of die al dan niet gemeenschappelijk zijn" (op. cit. blz. 4, over het ontworpen artikel 23).

Noch in het amendement, noch in de verantwoording is dus sprake van het idee "samenvoeging", dat in de door de Senaat aangenomen tekst besloten zou liggen.

Bij de algemene bespreking van het ontwerp in de vergadering van de Kamer van 10 februari 1976 (Hand., Kamer van Volksvert. 10 februari 1976) verklaarde de Heer BAERT dat de langstlevende echtgenoot "boven het erfelijk vruchtgebruik" ook beschikte over "het gewone beschikbare gedeelte, zoals bepaald in artikel 913" (blz. 2048, kol. 1, alinea's 11 en 12). Uit die verklaringen kan niets met stelligheid worden afgeleid, evenmin trouwens als uit de woorden van de Heer SUYKERBUYK die verklaarde dat de P.V.V. de amendementen van Mevrouw RYCKMANS had gesteund, noch uit de opmerking van deze laatste (blz. 2051 en 2052).

4. De tekst die thans door de Senaatscommissie wordt voorgesteld, keert evenwel de twee leden van de door de Kamer voor artikel 1094 voorgestelde versie om en wint, volgens het verslag, aan duidelijkheid doordat aan die versie wordt toegevoegd : "onverminderd de rechten in vruchtgebruik aan de langstlevende echtgenoot toegekend in artikel 745bis en 915bis". Tot het erfrecht toegekend in de titel "Erfenissen" behoorde immers niet het recht op een voorbehouden gedeelte, bedoeld in artikel 915bis in de titel Schenkingen en Testamenten.

Het is echter de vraag of die verwijzing naar artikel 915bis niet meer doet dan de bedoeling van de stellers van het vorige ontwerp alleen maar verduidelijken, en of ze verantwoord is.

.../...

Mag aan de woorden "onverminderd de rechten in vruchtgebruik aan de langstlevende echtgenoot toegekend in artikel 745bis en 915bis" de betekenis "bovendien" worden gegeven, en dan wel in de precieze betekenis van een optelling, een "samenvoeging" ?

Gesteld dat men aan het nieuwe beschikbaar gedeelte het vruchtgebruik bij versterf van de echtgenoot alsook zijn voorbehouden gedeelte kan toevoegen, dan nog wordt de juridische aard van die erfrechten en van die giften niet gewijzigd in het ene totaal dat de uitkomst van hun samentelling zou zijn.

Zo heeft de langstlevende echtgenoot dat erfrecht onder meer niet indien hij van tafel en bed gescheiden is, daar hij uitgesloten is als onwaardig om te erven (zoals iedere erfgenaam in het geval van artikel 727), of indien hij vervallen verklaard of uitgesloten is wegens ontzetting van de ouderlijke macht of van de voogdij. Als het echter gaat om schenkingen of legaten die hem werkelijk zijn verleend, zou hij daarvan slechts vervallen verklaard kunnen worden in de gevallen van ondankbaarheid ter zake van schenkingen of legaten, met de daaraan verbonden bijzondere gevolgen; zij zouden hem, noch door een scheiding van tafel en bed die alleen ten nadele van de andere echtgenoot zou zijn toegestaan, noch in geval van ontzetting van de voogdij of van de ouderlijke macht worden ontnomen. Ook zou een schenking bij huwelijkscontract niet, zoals de rechten bedoeld in artikel 745bis, kunnen worden herroepen, hetzij uitdrukkelijk, hetzij onrechtstreeks door giften aan derden, inzover die rechten niet het in artikel 915bis bedoelde bijzonder voorbehouden gedeelte uitmaken.

Evenzo stelt het beschikbaar gedeelte waarin het nieuwe artikel 1094 voor de giften aan de andere echtgenoot voorziet, met name het gewoon beschikbaar gedeelte, de langst-

.../...

levende echtgenoot in staat als juridisch begunstigde giften in volle eigendom te ontvangen die, zoals de memorie van toelichting bij het oorspronkelijke ontwerp onderstreepte, vanzelfsprekend door het ontwerp niet gerekend worden tot die welke in een lijfrente of in een ander goed omgezet zouden kunnen worden, daar die omzetting alleen geldt voor een vruchtgebruik uit kracht van de wet, van een testament of van een schenking (artikel 745ter, § 3).

Uit deze - slechts bij wijze van voorbeeld opgesomde - verschillen tussen enerzijds de geldigheidsvoorwaarden en de gevolgen van een gift (schenking of legaat) en anderzijds de voorwaarden voor een erfrecht dat uitsluitend volgt uit de wet, blijkt op welke moeilijkheden de "samenvoeging" zou stuiten, als zij al niet onmogelijk is.

Zoals gezegd is bespreekt het verslag van de Senaatscommissie de samenvoeging al aan de hand van een voorbeeld dat op het tegenovergestelde betrekking heeft. Zelfs bij "samenvoeging" van het erfrechtelijk vruchtgebruik met het gewoon beschikbaar gedeelte (algemeen vruchtgebruik en toekenning van het beschikbaar gedeelte in blote eigendom), heeft men niet met een samenvoeging te maken. Het beschikbaar gedeelte is "in eigendom". Indien de overledene aan de echtgenoot die samen met een kind tot de nalatenschap komt, de helft van zijn eigendom, dat is het gehele beschikbaar gedeelte vermaakt, kan het (gehele) vruchtgebruik van de echtgenoot vanzelfsprekend slechts op het saldo van de helft betrekking hebben. Er is geen sprake van toevoeging van het erfrechtelijk vruchtgebruik op het geheel als in eigendom beschikt is over de helft, die dan precies het voorbehouden gedeelte is. Om terug te keren tot het door Stiénon gegeven voorbeeld waarin er drie kinderen zouden zijn : de langstlevende echtgenoot - aldus Stiénon - die het vruchtgebruik

.../...

van de hele nalatenschap (bij versterf) heeft, kan "nog", door schenking of bij testament, een vierde in blote eigendom krijgen, zodat hij 1/4 in eigendom en 3/4 in vruchtgebruik zal hebben. In werkelijkheid is het zo : indien de echtgenoot door schenking of bij testament een vierde in volle eigendom verkrijgt (hetgeen juist overeenstemt met zijn gedeelte van artikel 913, en wel in eigendom, wanneer er drie kinderen zijn), kan die schenking (of dat legaat) niet worden ingekort; de schenking moet dus behouden (of het legaat uitgevoerd) worden. Wat het recht bij versterf van de kinderen betreft, dit zal, zoals dat van de echtgenoot, worden uitgeoefend op de andere goederen, dat is op de nalatenschap en als zodanig zal de echtgenoot het vruchtgebruik van geheel die nalatenschap hebben, dat is drie vierde. Niet duidelijk is, hoe daarmee voor de echtgenoot sprake zou kunnen zijn van "samenvoeging" van zijn beschikbaar gedeelte met zijn erfrecht.

Als erfgenaam heeft de langstlevende echtgenoot overigens geen erfrechtelijk vruchtgebruik dan op de goederen die bij het overlijden aanwezig zijn en op de aan inbreng onderworpen giften (voor hun in te brengen waarde). Het gewoon beschikbaar gedeelte wordt berekend op de grondslag die bepaald is in artikel 922 (zie de zeer stellige verklaring van de Heer BAERT in de vergadering van de Kamer van 12 februari 1976, blz. 2049, kol. 2, alinea's 2 en 3), en die alle - ook de niet aan inbreng onderworpen - schenkingen omvat en steeds voor hun waarde bij het overlijden.

De echtgenoot heeft drie instellingen te zijner beschikking, maar dan wel om het hoofd te kunnen bieden aan verschillende situaties : zijn rechten als begunstigde zijn gevrijwaard door een beschikbaar gedeelte dat groter is dan vroeger; zijn rechten als erfgenaam bij versterf verschaffen hem slechts een onzeker genot want zij zouden hem niet beschermen

.../...

als hij niet een derde recht - zijn voorbehouden gedeelte - had om hem te vrijwaren tegen giften die er afbreuk aan zouden doen door het correlatief gedeelte te overschrijden. De drie instellingen kunnen in werkelijkheid niet worden samengevoegd om het door de wet bepaalde beschikbaar gedeelte enigermate te vergroten.

Is deze laatste interpretatie de juiste, dan hebben de woorden "onverminderd de rechten in vruchtgebruik aan de langstlevende echtgenoot toegekend in artikel 745bis en 915bis" geen andere strekking dan duidelijk te stellen dat de schenking of het legaat aan de langstlevende echtgenoot van het in artikel 913 bepaalde beschikbaar gedeelte - schenking of legaat in volle eigendom uiteraard - niet in mindering mag komen van het erfrecht van die echtgenoot, laat staan, in het uiterste geval, in de plaats van dat recht mag komen door een soort van gedwongen omzetting van het recht van vruchtgebruik bij versterf in een recht in volle eigendom. Hoe paradoxaal ook, wat eraan zou doen twijfelen of deze interpretatie wel de rechte is en of het besproken zinsdeel wel degelijk slechts die strekking heeft, is juist de evidentie dat in dat geval gewoon zou worden herinnerd aan het voornemen van de wetgever om de langstlevende echtgenoot voortaan niet meer te benadelen tegenover andere erfgerechtigden en, in sommige gevallen, tegenover vreemden. Ondanks de grote waarschijnlijkheid van de hiervoren voorgestelde interpretatie, is die twijfel niet te onderschatten, aangezien zelfs het studiecomité van het Verbond van Notarissen ermee te kampen had. Het is zaak van de Wetgevende Kamers die twijfel weg te nemen door middel van een tekst die minder dubbelzinnig is dan die van het ontworpen artikel 1094, eerste lid.

.../...

Artikel 25bis (dat 21 wordt, terwijl artikel 25 artikel 20 wordt).

Het ontworpen artikel 1287, tweede lid, bepaalt : "Zij (de echtgenoten) moeten hun overeenkomst omtrent de rechten bepaald in de artikelen 745bis en 915bis bij authentieke akte, zonder getuigen, laten vastleggen voor het geval dat een van hen zou overlijden vóór de overschrijving van de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed".

Deze bepaling zou in artikel 1287 worden ingevoegd, onmiddelijk na het eerste lid.

Krachtens dat eerste lid is de akte waarbij de echtgenoten hun wederzijdse rechten regelen niet noodzakelijk een authentieke akte. Het zou dus enigszins ongerijmd zijn indien een authentieke akte werd geëist voor het regelen van een categorie van die rechten, met name de erfrechten welke de echtgenoten zouden genieten ingeval een van hen zou overlijden vóór de overschrijving van het vonnis of van het arrest dat de echtscheiding zou toestaan.

Voorts zijn de woorden "zonder getuigen" overbodig; de aanwezigheid van getuigen is immers geregeld bij artikel 9 van de wet van 25 ventôse, 5 germinal, jaar XI, tot regeling van het notarisambt, dat bepaalt in welke gevallen de notaris, die de akte alleen opmaakt, door twee getuigen moet worden bijgestaan.

Ten slotte is de vermelding van de scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, die voorkomt in het ontworpen artikel 745quater, § 1, overbodig, daar artikel 1306, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek de bepalingen betreffende de echtscheiding door onderlinge toestemming van toepassing verklaart op de scheiding van tafel en bed door

.../...

onderlinge toestemming.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 25bis.-

In artikel 1287 van het Gerechtelijk Wetboek wordt het tweede lid, opgeheven bij de wet van 1 juli 1972, in de volgende lezing hersteld :

"In dezelfde akte moeten zij doen vastleggen hun overeenkomsten betreffende het erfrecht dat zij zouden genieten ingeval een van hen zou overlijden vóór de overschrijving van het vonnis of van het arrest dat de echtscheiding toestaat".

Artikel 27 (dat 23 wordt).

I. De interpretatiemoeilijkheid waarvoor de overgangsbepaling een oplossing aan de hand moet doen, is zeer volledig uiteengezet in het verslag namens de Commissie voor de Justitie van de Senaat uitgebracht door de Heer VANDEKERCKHOVE (zitting 1973-1974, Gedr. St. nr. 30, blz. 21 en 22).

Ter verduidelijking van de strekking van het eerste lid van het ontworpen artikel 27 moge de volgende passus worden aangehaald :

"Bij giften in het huwelijkscontract zelf gedaan, moeten de echtgenoten tot de uitbreidende of beperkende interpretatie binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van de wet, bij afzonderlijke akte, besluiten. De bepalingen van de aanvullende akte zijn te beschouwen als interpretatief ten opzichte van deze van het huwelijkscontract en maken er dan ook één geheel mee uit, wat inhoudt dat zij eveneens onveranderlijk zijn.

.../...

Voor wat betreft de andere giften tussen echtgenoten, kan de echtgenoot die toch de beperking van de vroegere wet wil behouden, dit steeds doen door een latere gifte tussen echtgenoten of door een nieuw testament.

Zonder uitdrukkelijke beperking zal echter het vermoeden in het voordeel van het nieuwe maximum in voege treden".

Afgezien van de termijn welke de Commissie van de Senaat thans wil laten vervallen, lijkt de strekking van het eerste lid van artikel 27 te moeten worden geacht nog te zijn weergegeven in het aangehaalde verslag.

Er is dan ook blijkbaar geen enkele reden om niet de tekst over te nemen waarin de Commissie destijds dat voornemen heeft verwoord, namelijk :

"Het is echtgenoten die elkaar bij huwelijkscontract toekomstige goederen hebben geschonken, toegestaan die schenking uit te breiden bij wege van een nieuwe beschikking om niet, of de bestaande regeling te behouden" (idem blz. 44).

De draagwijdte van de in het tweede en het derde lid bevatte vermoedens komt duidelijker tot uiting als de tekst preciseert dat het de echtgenoten toegestaan is, de beschikkingen van vóór de inwerkingtreding van de wet te behouden.

II. Door de inwerkingtreding van de wet van 14 juli 1976 betreffende de wederzijdse rechten en verplichtingen van echtgenoten en de huwelijksvermogensstelsels is echter, na het tot stand komen van het aangehaalde verslag, de mogelijkheid van een nieuw probleem ontstaan.

.../...

Is het, nu de overgangsbepaling van artikel 27, eerste lid, de echtgenoten in de gelegenheid stelt de draagwijdte van hun huwelijksovereenkomsten te wijzigen, niet nodig die eventuele wijziging te onderwerpen aan de formaliteiten die zijn voorgeschreven in de nieuwe artikelen 1393 en volgende van het Burgerlijk Wetboek ?

Aangenomen mag worden dat de Commissie, met de overgangsbepaling, onder meer juist bedoelt de wijziging in het onderhavige geval aan die formaliteiten te onttrekken.

Opdat iedere twijfel daaromtrent wordt weggenomen, verdient het aanbeveling die draagwijdte uitdrukkelijk in de tekst tot uiting te laten komen.

III. De onderzochte bepaling is slechts een echte overgangsbepaling als de toepassing ervan wordt beperkt tot de contracten aangegaan vóór de inwerkingtreding van de ontwerp-wet.

Ook dat zou in de tekst uitdrukkelijk tot uiting moeten komen.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"Het is echtgenoten die elkaar, vóór de inwerkingtreding van deze wet, bij huwelijkscontract toekomstige goederen hebben geschonken, geoorloofd die schenking uit te breiden bij wege van een nieuwe beschikking om niet, of de bestaande beschikkingen te behouden.

.../...

De artikelen 1393 tot 1396 van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing op de akte die de nieuwe beschikking bevat".

+

Het tweede lid (dat het derde wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer de echtgenoten hebben nagelaten gebruik te maken van het recht hun in het eerste lid verleend, worden zij die elkaar hebben begiftigd met het grootste gedeelte waarover mag worden beschikt als er kinderen of afstammelingen zijn, geacht elkaar te hebben willen begiftigen met het gedeelte bepaald in artikel 1094 van het Burgerlijk Wetboek".

Op te merken valt dat de voorgestelde tekst, die de tekst van de Commissie alleen naar de vorm wijzigt, evenmin als deze laatste voorziet in het geval dat de echtgenoten zouden opkomen met bloedverwanten in de opgaande lijn.

+

Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien in het huwelijkscontract de juiste hoeveelheid is opgegeven die de echtgenoten elkaar hebben willen schenken, en indien die hoeveelheid kleiner is dan het gedeelte dat aan de langstlevende echtgenoot toekomt krachtens artikel 745bis van het Burgerlijk Wetboek, worden de echtgenoten geacht elkaar met dat gedeelte te hebben willen begiftigen".

.../...

Artikel 28 (dat 22 wordt).

Artikel 28 moet komen vóór de overgangsbepaling die in artikel 27 staat; het moet bovendien het te wijzigen Wetboek met zijn juiste opschrift aanhalen. Voorgesteld wordt :

"Artikel ...

Artikel 109 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wet van 23 december 1958, wordt aangevuld als volgt : "3° de omzetting van het vruchtgebruik bedoeld in artikel ...".

SLOTOPMERKING.

Het ontwerp bevat geen bepaling die de datum van inwerkingtreding van de wet vaststelt of krachtens welke die inwerkingtreding door de Koning zou kunnen worden bepaald. De Wetgevende Kamers dienen te oordelen of het ter voorkoming van moeilijkheden niet nodig is die inwerkingtreding te coördineren met die van de ontwerpen betreffende de burgerlijke meerderjarigheid en betreffende de afstamming en de adoptie.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

M. P. STIENON, conseiller juridique au Ministère de la Justice, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De H. P. STIENON, juridisch adviseur bij het Ministerie van Justitie, is bij toepassing van artikel 82 van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd de 12e januari 1973, ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.